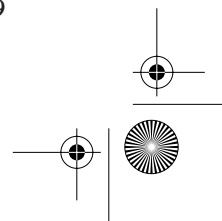
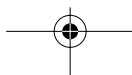
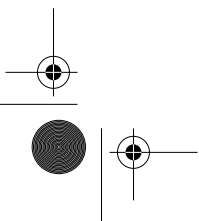


Commémoration et musées

Massimo Baioni

La Grande Guerre fut le premier exemple de conflit qui créa les conditions de sa propre célébration, et ce avant même que l'événement ne se termine : un mythe « en direct », pourrions-nous dire. Dans toutes les nations, la nécessité de légitimer l'intervention et, ensuite, le besoin de donner un sens au nombre des morts et aux souffrances des tranchées, furent à l'origine des célébrations. Dans de nombreuses villes européennes, en plus de l'organisation de cérémonies publiques (les « journées de guerre » en France, par exemple), des expositions de guerre furent également organisées : on y trouvait des reliques, des photographies de soldats, des objets retrouvés sur les champs de bataille, même si les aspects les plus cruels et violents du conflit étaient esquivés ou soumis à un « filtre préventif » rigoureux. Le but de ces manifestations était de renforcer le « pacte national » entre combattants et civils, en insistant sur les raisons morales de la guerre et sur la *diabolisation* de l'ennemi extérieur et intérieur. L'exhibition d'armes, de drapeaux, de trophées, version moderne des *opima spolia*, devait suggérer que la victoire, malgré les nombreux deuils, ne tarderait plus.

Mais le fait que cette attention ait rapidement porté sur la recherche documentaire et sur une démarche historiographique n'est pas moins significatif. Archives et bibliothèques spécialisées furent instituées en Allemagne (*Kriegsarchiven* et *Weltkriegsbücherei*) et en France (Bibliothèques et Musées de la Guerre). En Italie le *Comitato nazionale per la storia del Risorgimento* (Comité national pour l'histoire du Risorgimento) entreprit de rassembler des sources sur la guerre, et une autre initiative analogue fut entreprise par l'*Ufficio storiografico della mobilitazione civile* (Bureau historiographique



L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

de la mobilisation civile). Aux États-Unis, la fondation Carnegie promut la publication d'études économiques et sociales sur la guerre, tandis que l'idée de constituer un grand musée national conduisit en Grande-Bretagne à la formation de l'*Imperial War Museum*.

Nombre de ces institutions ont dû attendre plusieurs années avant d'arriver à exercer un rôle public significatif. Mais le projet qui en justifiait l'origine était en soi le symptôme d'une prise de conscience plus générale : le caractère nouveau et traumatique de la guerre – la première vraie guerre de masse, ayant elle-même engendré la mort de masse – imposait une confrontation immédiate avec la mémoire d'un événement que des millions de personnes, militaires et civils, vivaient déjà comme une césure existentielle et culturelle.

Et donc, comment gérer et organiser le souvenir ? Que raconter ? Et quelles stratégies adopter dans la commémoration et dans la « mise en scène » d'une guerre qui avait mobilisé tous les secteurs de la société (y compris les intellectuels), alimenté les nationalismes les plus effrénés, contraint les communautés à cohabiter avec des deuils et des tragédies d'une telle ampleur ? Au cours du xx^e siècle, les réponses à ces questions ont été multiples : elles ont changé selon les périodes historiques, les conditions politiques particulières propres à chaque État, et la place que la mémoire de la Grande Guerre a occupée dans le déroulement historique et dans l'identité de chaque nation.

Il me semble que l'on peut affirmer que, au moins jusqu'à l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, cette mémoire a joué un rôle déterminant dans les stratégies de la commémoration et dans les situations d'« usage public de l'histoire ». Après 1945, les parcours de la mémoire des nations sont devenus plus complexes et tortueux. Une guerre encore plus « totale » que la première, la lutte antinazie et antifasciste, la Résistance, l'extermination des juifs, la bombe atomique, puis la polarisation idéologique de la guerre froide, la décolonisation et les nombreux conflits locaux : tout cela a contribué à dessiner des *scenarii* inédits qui ont contraint à repenser ces mêmes formes de commémorations et de représentations des conflits. La Grande Guerre a conservé une place importante, spécialement dans la mémoire collective de certains pays européens. Mais une nouvelle approche est apparue, encore que lentement. Cette approche a laissé en marge la vision « politique » de la guerre et a plutôt accueilli les impulsions provenant de la recherche historique. Moins de propagande et d'idéologie, pourrions-nous dire, en simplifiant ; plus de sensibilité pour des thématiques et pour des problèmes qui avaient été longtemps occultés, et qui, au cours des vingt dernières années, ont été au centre d'un développement historiographique

extraordinaire. La guerre fut « grande » et engendra des processus historiques d'une portée considérable également parce que l'expérience de la guerre dépassa la dimension militaire, diplomatique et politique : expériences individuelles et collectives, modèles de comportement, domaines du public et du privé, cadres mentaux et imaginaires enfin, furent transformés. La vie des tranchées, l'irruption de la modernité dans l'expérience des soldats ordinaires, la mobilisation de la société, la diffusion de l'écriture, les pratiques de la commémoration postérieure à la guerre : la (toute) nouvelle attention à ces aspects a contraint de revoir les interprétations et a rendu possible une vision de cet « événement-césure » dans toute la complexité de ses manifestations.

Tout cela ne pouvait pas ne pas se répercuter, en outre, sur le « discours public ». La constitution, au début des années 1990, de l'Historial de la Grande Guerre à Péronne est probablement le résultat le plus ambitieux et le plus réussi de la volonté de privilégier une approche traduisant sur le plan muséographique la dimension sociale et totale du conflit, en accord avec les thématiques explorées par l'historiographie la plus récente. Et ce n'est pas un hasard si une telle initiative a été prise en France, dans une région qui fut le théâtre d'affrontements militaires sanglants, physiquement imprégnée de la mémoire de la guerre, quasi immergée et absorbée en celle-ci. Une sorte de représentation *in itinere*, dans laquelle la recherche historique, la muséographie, les espaces ouverts sur les sites des tranchées se valorisent mutuellement, interagissent dans le but d'alimenter des questions et des suggestions problématiques.

ENTRE LES DEUX GUERRES MONDIALES : LES NOUVELLES POLITIQUES DE LA COMMÉMORATION

Si l'on veut définir la place et la fonction des pratiques commémoratives et des musées, il me semble qu'il faut identifier les années 1919-1939 comme une phase cruciale. Pendant cette période, la mémoire de la guerre, à la seule exception de la Russie soviétique, se révéla une composante fondamentale de la politique culturelle et des parcours de construction de l'identité de beaucoup de nations (y compris de pays comme l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Canada). S'approcher historiquement de ce phénomène oblige à reconnaître la variété et la complexité de ses manifestations (historiographie, littérature, cinéma, écoles, rites commémoratifs, fêtes nationales, monuments et espaces urbains, expositions et musées). Une interprétation correcte de la « fièvre » commémorative qui traversa l'Europe

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

entre les deux guerres ne peut donc pas sous-estimer le caractère circulaire de l'opération : toutes ces manifestations, dotées chacune de langages spécifiques, s'intégraient à une tension commune ouvrant sur un jeu de renvois et d'influences réciproques. Dans le développement de la commémoration et de la sacralisation de la mémoire de guerre, s'affirmèrent des modèles très semblables. Mais les contenus et les significations pouvaient varier dans chacun de ces États engagés : la victoire ou la défaite, la « géographie » des opérations militaires et de l'expérience de guerre, ou encore les particularités des traditions nationales, pesèrent d'un poids important et réussirent à donner des connotations singulières aux manifestations commémoratives.

Nous pouvons retrouver une donnée commune évidente dans la nécessité de trouver des formes d'élaboration du deuil qui fussent en adéquation avec le besoin de compensation d'un traumatisme psychologique et social aussi bouleversant. Il s'agissait d'offrir un dédommagement symbolique au sacrifice de millions de soldats et d'aider les survivants (les familles des décédés en premier lieu) à donner un sens à la douleur et à alléger la solitude infinie causée par la perte et par l'absence des corps, laissés dans les cimetières de guerre en France et en Belgique. L'invention du « soldat inconnu » constitua la tentative la plus réussie pour accéder à une nouvelle dimension de la souffrance.

L'inhumation d'une dépouille mortelle dépourvue de nom dans certains lieux « sacrés » de la mémoire nationale (l'Arc de triomphe à Paris, le *Vittoriano* à Rome, l'abbaye de Westminster à Londres, l'*Arlington National Cemetery* à Washington, en 1931 la *Neue Wache* à Berlin), mit en évidence le fait que le passage à la société de masse était ainsi une donnée acquise, sous le profil de la symbolique politique et de la pratique commémorative. Les nouvelles fêtes liées au souvenir de la guerre réussirent rapidement à s'imposer à celles qui préexistaient, parce qu'elles se présentaient entourées de résonances émotives qui, désormais, impliquaient vraiment le corps de la nation tout entier.

Certes, les commémorations et les journées de l'armistice (le 4 novembre en Italie, le 11 novembre en France et en Grande-Bretagne) ne furent pas vécues partout de la même manière. Le fait d'avoir connu les effets dévastateurs de la guerre sur son propre territoire créait inévitablement des niveaux d'adhésion et d'implication particuliers : dans cette perception différente de l'événement entraient toute entière la gamme des réactions, des sentiments, des émotions d'une société locale dont les équilibres avaient été complètement altérés par l'irruption de la guerre (les destructions matérielles, l'évacuation de pays entiers, la nouvelle condition de réfugié civil, parmi lesquels les femmes et les enfants). Et il ne fut pas facile de se résigner à l'idée de commémorer les morts sans faire d'efforts pour obtenir le rapatriement des

corps : après une longue dispute, dans laquelle les mères et les veuves eurent un rôle décisif, le département de la Guerre autorisa le retour de 70 % des morts américains. Dans d'autres cas encore, les commémorations furent inspirées par des événements militaires particuliers : les Australiens, par exemple, commencèrent à construire les traits de leur identité nationale et à libérer celle-ci de l'appartenance impériale en célébrant la bataille de Gallipoli du 25 avril 1915, dans laquelle environ 8 000 soldats de l'*Australian and New Zeland Army Corps* (ANZAC) perdirent la vie.

D'autres différences pourraient être relevées en examinant la typologie de la politique monumentale : les propositions émises dans les pays anglo-saxons sur la possibilité d'ériger des mémoriaux de guerre pour des buts civils (écoles, hôpitaux, bibliothèques) ne trouvèrent pas d'équivalent dans l'Europe continentale, où les rites restaient solidement ancrés aux modèles traditionnels. En ce sens, la réapparition de l'Église dans l'espace de la commémoration patriotique introduisit un autre facteur de nouveauté, réapparition facilitée par la proximité des commémorations de la guerre avec les anniversaires religieux comme la Toussaint et le Jour des morts. Dans ce *continuum* de commémorations s'affirmait une sorte de revanche religieuse, et ce d'autant plus que des journées comme le 14 Juillet en France ou le 20 Septembre en Italie avaient été auparavant fortement imprégnées d'accents laïques et anticléricaux.

Les diversités nationales doivent donc être considérées attentivement et décomposées dans leurs variantes individuelles, régionales et locales. Nous nous retrouvons de toute façon confrontés à un aspect décisif au sein de la liturgie civile. D'un côté, l'institutionnalisation et la sacralisation de la mémoire de guerre peuvent être lues comme une réponse des gouvernements aux tensions politiques et sociales de l'après-guerre, d'ailleurs accrues du fait des attentes engendrées par la révolution d'octobre. Mais l'impact de ces manifestations commémoratives fut tellement général qu'il amorça de profonds processus de transformations symboliques. En Italie, la cérémonie du soldat inconnu se mua en un rite collectif parmi les plus émouvants qui aient jamais été expérimentés au cours des soixante années ayant suivi l'unité : l'humble dépouille mortelle exprimait le sens d'une expérience vécue par la nation entière et se métamorphosait dans le nouveau noyau symbolique du monument et de l'identité nationale. Même en France, où la nouvelle fête du 11 Novembre concurrençait une date symbolique – celle du 14 Juillet –, cette commémoration réussit à incarner un très haut moment de la liturgie nationale républicaine. Elle pénétra aussi les petites communes de la province et les campagnes : le souvenir de la guerre, la célébration de la patrie républicaine et de ses symboles prenaient enfin le profil concret



L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

d'hommes en chair et en os, de morts qui étaient des pères, des maris, des fils, des amis.

Les débats qui éclatèrent autour de ces thèmes, s'ils confirmèrent d'une part l'importance de la mémoire de guerre, conduisent d'autre part à réfléchir sur le délicat enchevêtrement qui préside au rapport entre le deuil public et le deuil privé. La mort de masse, en décimant une génération entière, étendit son ombre inquiète sur l'après-guerre, en s'insinuant partout dans la société : le thème du « retour des morts » – étudié en profondeur par J. Winter – devint récurrent dans le domaine artistique, alimenta la diffusion de phénomènes comme le spiritisme, symptôme d'un malaise existentiel toujours plus large. Il est nécessaire alors de se demander, en suivant les réflexions de S. Audoin-Rouzeau, si les formes publiques et officielles du deuil, fondées sur les nombreuses cérémonies commémoratives, étaient vraiment à même d'absorber aussi les expressions les plus intimes et privées de la douleur. En effet, la seule présence, envahissante, de telles cérémonies pouvait accroître les lacérations intérieures et la dimension même du deuil. Le champ de recherche qui s'ouvre dans cette direction, comme on peut le remarquer, demande un effort d'élargissement des sources et des approches méthodologiques : confirmation supplémentaire, si l'on veut, de la raison pour laquelle l'étude de la mémoire de la Grande Guerre se différencie comme l'un des laboratoires privilégiés du dialogue interdisciplinaire.

LA GUERRE DANS LES MUSÉES. CONFLITS DE MÉMOIRE ET STRATÉGIES D'EXPOSITION

L'héritage de la guerre et son appropriation symbolique étaient trop importants pour pouvoir rester à l'écart de la controverse politique. La typologie des commémorations et des narrations publiques du conflit ne va donc pas être enfermée dans les limites d'une célébration officielle indistincte. D'ardents débats eurent lieu un peu partout, opposant institutions, partis, mouvements, associations. Le ton de la célébration fut souvent abandonné (par exemple dans les manifestations des vétérans et des combattants) en faveur du ton commémoratif, où les thèmes de la *pietas* et de la réconciliation avec l'ennemi dépassaient les appels à la fastidieuse rhétorique de la victoire militaire.

De vraies démonstrations de « contre-mémoire » pacifiste ne manquèrent pas, démonstrations qui aboutirent, entre autres, à la réalisation de monuments atypiques. En évitant les tons emphatiques et les figures viriles, on insistait plutôt sur le côté douloureux du recueillement intérieur, en sou-

lignant les multiples drames humains et les responsabilités des gouvernants dans le déchaînement de la guerre. L'allusion au conflit des mémoires sert à rappeler également le rôle joué dans le souvenir de guerre par un autre moyen important de nationalisation des masses : les musées historiques. Utilisés comme instruments privilégiés dans la construction du discours national, ces derniers avaient connu une grande floraison au cours du XIX^e siècle. Les nouveautés explosives de la guerre et le niveau inédit de l'implication sociale pendant le conflit contribuèrent à pousser à la création de nouveaux musées et suggérèrent des modèles visuels de récit et des philosophies d'exposition en partie différentes de celles du passé.

Au cours des vingt années de l'entre-deux-guerres, la représentation muséale ouvre donc une fenêtre intéressante sur les formes de construction et de transmission de la mémoire de guerre. Tout en répondant aux mêmes buts pédagogiques et politiques, les musées historiques ne peuvent pas être simplement assimilés à d'autres moyens de la communication publique : leur légitimation passait par une présence continue, par le contact dynamique avec la société, par des muséographies à même de stimuler l'intérêt du public. Ils demandaient la mise en œuvre de moyens humains et financiers grâce auxquels il était possible de réaliser une politique muséale non éphémère. Ces aspects d'organisation ne doivent pas être sous-estimés. À l'exception de certaines grandes institutions, comme l'*Imperial War Museum* de Londres ou le *Zeughaus* de Berlin, beaucoup de musées vécurent dans des conditions peu faciles, tiraillés entre des rentrées financières faibles et le manque de personnel : dans cette situation, les directeurs finirent par assumer une position cruciale, projetant souvent sur le musée leurs inclinations personnelles en matière de choix esthétiques adaptés à la représentation visuelle de la guerre. Cela dit, la comparaison entre les expériences muséales apparues dans les différents pays européens peut être développée en suivant certains questionnements fondamentaux. Je voudrais en suggérer quatre, étroitement liés les uns aux autres et pouvant aider à préciser analogies et différences.

Le rapport entre guerre, musées et traditions nationales constitue un premier axe de réflexion. Il faut préciser que de vrais musées de la Guerre ne furent pas toujours institués. Au contraire, les cas dans lesquels la représentation du conflit fut insérée dans l'espace des musées historiques déjà existants (qu'il s'agisse de musées patriotiques ou militaires), furent les plus fréquents. S'appuyer sur l'existant était en effet plus simple et, dans la situation de crise de l'après-guerre, cela permettait de contourner les problèmes de nature économique. En outre, d'autres types de commémoration furent privilégiés parce qu'ils semblaient plus adaptés à la réabsorption

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

« immédiate » du deuil de masse et à la mise en action des mécanismes de reconnaissance collective : le Cénotaphe de Lutyens à Londres catalysa le souvenir « impérial » de la guerre et la même fonction fut assurée en France par 30 000 monuments « aux morts ». Quant au musée de la Guerre de Paris, il se découpa un important espace, surtout comme centre de documentation et de collecte bibliographique.

Mais les raisons de cette greffe sur la tradition étaient plus profondes : agissait la volonté d'établir une continuité avec le passé, légitimant l'intervention dans la guerre comme le point culminant de l'histoire nationale et des valeurs que résumait celle-ci. Le sacrifice des soldats, résultat de la démocratisation de la guerre (et de la mort), était ainsi inséré à côté de celui des grands héros de la patrie. L'expérience du mythe de la guerre (G. L. Mosse) devint le nouveau point de référence symbolique des pays européens, mais rarement on alla jusqu'à opérer une rupture nette avec le passé. Malgré les pulsions « iconoclastes » et modernistes de certains secteurs de la culture d'avant-garde, les avantages qu'offrait le rappel de la tradition dans le processus de nationalisation des masses étaient trop importants pour que le pouvoir politique envisage d'y renoncer.

Une volonté plus explicite de marquer la discontinuité avec le passé récent fut au contraire à l'origine de la constitution de musées de guerre dans certains territoires frontaliers. Ici, le conflit avait frappé durement le paysage et modifié les limites géographiques, en recomposant à nouveau les rapports entre les différentes nationalités et groupes linguistiques : le musée pouvait être accueilli par les communautés locales et par les nouvelles institutions politiques comme un important lieu de mémoire et de reconnaissance patriotique. Un des exemples les plus intéressants, ici, reste le *Museo storico italiano della Guerra* : il fut inauguré en 1921 à Rovereto, une localité du Trentin devenue italienne en 1919 après avoir été le théâtre de furieux combats ayant aussi directement impliqué la population civile. Abrité dans un château déjà utilisé par les Autrichiens comme caserne, le musée fut tout de suite caractérisé par ses promoteurs comme un « sacrarium » dans lequel l'« italianité » du territoire trouverait une « démonstration » visuelle par le biais de la collecte de documents, de témoignages, de reliques. Le musée cohabita avec un autre symbole de la mémoire de guerre, l'énorme *Campana dei Caduti* (Cloche des morts) située dans le même château : le langage de la guerre et celui de la réconciliation pacifiste s'entrelacèrent, en conditionnant de manière ambiguë le propos et l'identité de ces deux institutions.

La relation entre la représentation muséale de la guerre et les mouvements politiques qui utilisèrent cette représentation dans un but d'autolégitimation, de propagande et de pédagogie politique devrait être étudiée dans le

domaine de la politique muséale, en tenant compte de la distinction entre États vainqueurs et États vaincus, de même qu'entre régimes parlementaires et régimes totalitaires. Surtout au cours des années 1920, les musées prirent part au climat de polémique politique qui alimenta le tableau agité et dynamique de la représentation de la guerre. Dans l'Allemagne de Weimar en particulier, la difficulté d'accepter la défaite n'induisit pas seulement des procès pour détournement : l'opposition entre visions militaristes et pacifistes de l'expérience de guerre se traduisit dans des choix pleins de significations symboliques. Le grand musée historique national de Berlin (*Zeughaus*), déjà citadelle de la tradition militariste à la Guillaume II, exhibait intentionnellement les « vides » provoqués par la restitution à la France des trophées de guerre de 1870-1871 et de 1914-1918. En opposition aux nostalgiques de revanche naquit en 1925 l'*Antikriegsmuseum* de Berlin, le plus célèbre exemple de provocation antimilitariste en termes de représentation muséale de la guerre. Les mouvements de la gauche radicale – anarchistes et communistes – organisèrent en outre de nombreuses expositions empreintes de pacifisme qui s'attardèrent sur les horreurs de la guerre en utilisant ces dernières pour étendre leur dénonciation à la société capitaliste dans sa totalité.

La présence de la guerre dans les expositions et dans les musées historiques au cours de l'entre-deux-guerres suivit donc des parcours nullement linéaires ou dépourvus de conséquences. Les pressions externes auxquelles les musées furent soumis étaient nombreuses. Dans certains cas, il pouvait s'agir de transformations sociales au sens large du terme, transformations qui ne manquèrent pas d'avoir des effets culturels en profondeur. L'*Imperial War Museum* continua dans les années d'entre-deux-guerres à souligner le rôle de l'empire et des dominions dans l'effort de guerre britannique : mais le musée, qui avait été institué pour célébrer également l'établissement des « Blancs » au sein de l'empire, se trouva paradoxalement exercer son activité au cours de la phase exacte pendant laquelle les flux d'émigration vers les dominions s'affaiblissaient, tandis que l'impérialisme britannique s'acheminait lui aussi vers sa pente descendante. Encore plus net et reconnaissable fut le lien entre la politique muséale et les changements du cadre politique intérieur et international. Les tensions croissantes des années 1930, les alliances politico-militaires et l'approche d'un nouveau conflit dessinèrent un passage assez net dans l'usage de la mémoire de guerre. Dans le cas du fascisme italien et du national-socialisme allemand, la volonté de plier la mémoire de la guerre aux exigences politiques du présent prit un caractère de propagande explicite. Les alternatives pacifistes étaient désormais un souvenir : ne dominaient à l'époque que les représentations inspirées par la militarisation de la société et par la justification préventive de guerres

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

nouvelles éventuelles. Après l'Axe Rome-Berlin, le musée de Rovereto dut enlever de ses salles les reliques de guerre jugées offensantes pour le sentiment germanique : reliques qui jusqu'alors avaient été utilisées comme symboles de la guerre patriotique contre l'empire des Habsbourg et de la nationalisation forcée des minorités du Sud-Tyrol. En 1939 fut même fermée la salle consacrée à la Tchécoslovaquie, un État désormais effacé par l'expansionnisme nazi.

Le « langage » muséal, c'est-à-dire les dessins et les techniques de muséographie au moyen desquels fut pensée et construite la représentation de la guerre, doit également retenir l'attention. Dans une phase marquée par une forte poussée de la modernisation esthétique et par le développement de nouveaux moyens de communication de masse, le langage spécifique des musées historiques connut lui aussi des changements considérables. Il en résulta une tension continue entre rappels à la tradition et expérimentation. D'après de nombreux spécialistes, la mobilisation de la société en faveur de l'effort de guerre ainsi que le sacrifice des soldats auraient pu être reconvertis en éléments favorisant la cohésion de l'esprit national (ou à l'inverse en éléments d'antagonisme et de protestation), si l'expérience de guerre avait seulement été racontée et montrée dans toute sa dimension « dramatique ».

Il ne faut pas oublier que les musées historiques étaient nés avec un souci pédagogique prononcé. L'adhésion sentimentale, la recherche de l'émotion, la volonté d'éveiller chez les visiteurs une attitude de religieuse admiration : tout cela restait à la base de la philosophie muséale, même quand la Grande Guerre monopolisa l'univers symbolique de la mémoire nationale. C'étaient plutôt les moyens de rejoindre le même but qui changèrent. Différentes solutions s'entremêlèrent alors : là où la guerre était insérée au titre d'appendice des collections déjà existantes, une organisation plus traditionnelle tendait à prévaloir, organisation encore débitrice de l'héritage culturel du XIX^e siècle. Dans d'autres cas, le désir de souligner l'originalité dramatique de la guerre conduisit au choix de nouvelles voies dans les espaces d'exposition, voies influencées par les impulsions des courants artistiques d'avant-garde et par la disponibilité des nouvelles technologies de communication. Documentation photographique, photomontages, scénographies réalisées à l'aide d'architectes et de sculpteurs : dans cette contamination des langages et des techniques, nous pouvons lire une page importante de la rencontre entre art et politique au sein de la société de masse, et sa traduction en termes de muséographie. Il faut remarquer que l'expérimentation de nouvelles solutions esthétiques dans l'usage de la mémoire de guerre pouvait servir des objectifs politiques opposés : nous en

trouvons une application à grande échelle et de la part de ceux qui exaltaient la guerre comme génératrice d'une conscience nationale renouvelée comme de la part de ceux qui, au contraire, dénonçaient le carnage et les horreurs des tranchées. Il faut songer, dans le premier cas, à la *Mostra della Rivoluzione Fascista* (Exposition de la révolution fasciste), inaugurée à Rome en 1932 pour le dixième anniversaire de l'ascension au pouvoir de Mussolini. La guerre y occupait une place centrale, comme acte de fondation de la « *nuova Italia* » (« nouvelle Italie ») et du fascisme : les critères de représentation devaient beaucoup à l'esthétique futuriste et moderniste, avec des traits qui rappelaient l'expérience des constructivistes soviétiques. Dans le camp opposé, l'*Antikriegsmuseum* de Berlin et les expositions pacifistes des années de Weimar recherchaient un impact à travers des choix muséographiques intentionnellement originaux et provocateurs : les paradigmes du militarisme prussien étaient symboliquement retournés (le casque utilisé comme pot de fleurs) et des photographies chocs étaient exhibées dans le but de décrire la guerre dans ses effets dévastateurs (mutilations, souffrances, aliénations et destructions).

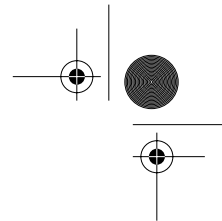
Le public des musées et la question de la réception constituent un autre point crucial. Le versant de l'autoreprésentation, aussi suggestif soit-il, ne peut épuiser la complexité du phénomène. Si nous pouvons nourrir peu de doute sur le fait que les musées étaient perçus comme des instruments de première importance dans la construction et dans l'usage public de la mémoire de guerre, encore la possibilité de mesurer les retombées de leurs actions reste-t-elle incertaine. Les données relatives à l'affluence des visiteurs (en nombre extraordinaire dans le cas de l'*Imperial War Museum*) nous disent que l'intérêt pour la représentation muséale de la guerre devait être très grand, et que les musées se qualifiaient par leur capacité d'interagir activement avec la politique de sacralisation du conflit. Mais il faut aller au-delà et se confronter avec les niveaux de réception que chaque projet de pédagogie politique a voulu solliciter. Ceci constitue un domaine de recherche encore largement inexploré. Il s'agit d'étudier de plus près les différents publics qui se rendent dans les musées (étudiants, militaires, vétérans, associations, simples citoyens, etc.) ; et également de multiplier les sources pouvant aider à mieux comprendre le rapport entre les attentes de ceux qui parient sur la fonction des musées et l'impact de ces derniers sur la société. Une connaissance plus profonde des réactions, des opinions et des émotions des visiteurs devrait permettre de définir plus précisément l'« imaginaire de guerre » qui, dans l'alternance des générations, s'est sédimenté au cœur des identités individuelles et collectives du xx^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

- La Grande Guerra in vetrina. Mostre e musei storici in Europa negli anni Venti e Trenta*, numéro spécial de *Memoria e Ricerca*, n° 7, 2001, (dir.) BAIONI M. et FOGU C.
- Les images de la Grande Guerre en France, Allemagne et Italie*, in *Mélanges de l'École française de Rome. Italie et Méditerranée*, tome 112, 2000-2002.
- BRANDT S., *The Memory Makers : Museums and Exhibitions of the First World War*, in *History and Memory*, n° 1, 1994.
- DALISSON R., *La célébration du 11 Novembre ou l'enjeu de la mémoire combattante dans l'entre-deux-guerres (1918-1939)*, in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 192, 1998.
- DOGLIANI P., *Tra guerre e pace. Memorie e rappresentazioni dei conflitti e dell'Olocausto nell'Occidente contemporaneo*, Unicopli, 2000.
- GILLIS J. R. (dir.), *Commemorations. The Politics of National Identity*, Princeton University Press, 1994.
- KAVANAGH G., *Museums and the First World War. A Social History*, Leicester University Press, 1994.
- LLOYD D., *Battlefield Tourism. Pilgrimage and the Commemoration of the Great War in Britain, Australia and Canada 1919-1939*, Berg, 1998.
- MOSSE G. L., *Fallen Soldiers : Reshaping the Memory of the World Wars*, New York, Oxford University Press, 1990 (Traduction française : *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Hachette, 1999).
- WINTER J., *Sites of Memory, Sites of Mourning. The Great War in European Cultural History*, Cambridge University Press, 1995.

VOIR AUSSI

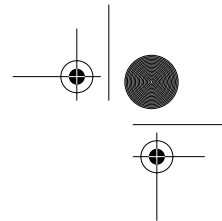
- ➔ **Victimes de la guerre : morts, blessés et invalides** (p. 1075)
- ➔ **Le culte des morts, entre mémoire et oubli** (p. 1099)
- ➔ **Le deuil des vivants** (p. 1113)
- ➔ **Messianismes, héritage de la violence, totalitarisme** (p. 1151)
- ➔ **Le bouleversement des sociétés** (p. 1177)
- ➔ **Pacifismes de l'entre-deux-guerres** (p. 1215)
- ➔ **Conclusion : La Grande Guerre dans l'histoire** (p. 1241)



Messianismes, héritage de la violence, totalitarisme

Annette Becker

« **L**a mort, la crainte de la mort, amorce toute connaissance du Tout. Rejeter la peur du terrestre, enlever à la mort son dard venimeux, son souffle pestilentiel à Hadès, voilà ce qu'ose faire la philosophie. [...] Que l'homme se terre comme un ver dans les plis de la terre nue, devant les tentacules sifflants de la mort aveugle et impitoyable, qu'il puisse ressentir là dans sa violence inexorable ce que d'habitude il ne ressent jamais : que son Je ne serait qu'un ça s'il venait à mourir, et que chacun des cris encore contenus dans sa gorge puisse clamer son Je contre l'Impitoyable qui le menace de cet anéantissement inimaginable – face à toute cette misère, la philosophie sourit de son sourire vide et, de son index tendu, elle renvoie la créature, dont les membres sont chancelants d'angoisse pour son ici-bas, vers un au-delà dont elle ne veut absolument rien savoir. » Quand Franz Rosenzweig débute ainsi, par le mot « mort », son livre *L'étoile de la Rédemption*, il est soldat dans les Balkans : la Première Guerre mondiale lui révèle que la tradition philosophique de la raison est morte et qu'il faut chercher dans la sphère de la pensée religieuse une nouvelle construction de la pensée. La « violence inexorable » ainsi revisitée par l'eschatologie pourra lui permettre de trouver le dernier mot de son livre : « vie ». Comme des millions d'autres belligérants, Rosenzweig se caractérise par cette recherche de sens dans le désastre de la guerre. Et ce sens ne peut être cerné que dans les paradoxes renouvelés de la guerre désirée pour atteindre la paix, de la civilisation brisée pour mieux la ressaisir, des enthousiasmes millénaristes obsédés de leurs angoisses, pendant et après la conflagration mondiale, de 1914 aux années 1930.

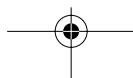


LA GUERRE PARADOXALE : POUR LA PAIX

Le paradoxe central du conflit est que, dès ses débuts, et probablement plus encore aux moments de découragement apparus partout à partir de 1916 – dans l'échec des deux grandes batailles de Verdun et de la Somme en particulier – chacun a l'impression de faire cette guerre pour qu'un monde nouveau et radieux en procède, un monde purifié car libéré de sa tare centrale : la guerre, précisément. Bien avant la popularisation de la formule du président Wilson (« la guerre qui met fin à toutes les guerres ») lors de l'entrée des États-Unis dans le conflit, bien avant « la der des ders », il s'agit d'une véritable eschatologie de la paix, qui doit être rédemption de l'humanité enfin victorieuse des forces du mal. On ne pouvait faire la guerre que dans la certitude que l'on ne la ferait jamais plus, comme l'exprime Jacques Copeau dès 1914 : « Voilà l'admirable : une nation pacifique et pacifiste victorieuse d'un formidable militarisme, faisant la guerre formidable, détruisant la guerre par la guerre ! »

La Grande Guerre est ainsi le temps de la réalisation de la promesse messianique, et tous les belligérants ont cru d'une façon ou d'une autre à cette force mystique du conflit. Pour comprendre ces ferveurs, il ne faut surtout pas les lire à la lueur d'une histoire tautologique qui commencerait aux mutineries françaises et à la révolution bolchevique, pas plus qu'il ne faut interpréter le Barbusse de 1916 à l'aune de sa transformation par « la grande lueur à l'Est ». Si *Le feu* de Barbusse eut un tel succès, s'il a remporté le prix Goncourt en novembre 1916 et gagné les faveurs des lecteurs du front et de l'arrière jusqu'à la fin de la guerre, c'est certes parce qu'il a su dire l'horreur des combats, la mort, la brutalité. Mais surtout, son dernier chapitre – « L'aube » – exprime à la perfection et le consentement à la guerre, et l'impossibilité que le conflit continue indéfiniment, parce que la souffrance et la déshumanisation sont trop fortes. Le consentement repose ici sur la volonté de tuer le militarisme « prussien » opposé au messianisme français. Les textes de Maïakovski, en 1914, ne sont pas en reste dans l'expression des mêmes sentiments.

En France, l'histoire semblait donner raison à Péguy, et sa mort ne pouvait que confirmer encore cette « destinée manifeste ». Le 14 juillet 1915, jour de la fête nationale, on choisit le symbole puissant du transfert des restes de Rouget de Lisle au Panthéon. Le président Poincaré prononce un discours dans lequel, une fois de plus, les combats meurtriers sont replacés dans un contexte de lutte pour la vie de la nation juste et universelle : « Il n'est pas un seul de nos soldats, il n'est pas un seul citoyen, il n'est pas une seule femme de France qui ne comprenne clairement que tout l'avenir de



notre race, et non seulement son honneur, mais son existence même sont suspendus aux lourdes minutes de cette guerre inexorable. [...] Ce n'est pas en vain que se seront levées en masse, de tous les points de la France, ces admirables vertus populaires. Laissons-les, laissons-les achever leur œuvre sainte. Elles frayent le chemin à la victoire et à la justice. »

L'ENNEMI EXÉCRÉ

Condamner en permanence la guerre comme un mal absolu, c'est lier ce dernier à l'ennemi et dire que seule la guerre victorieuse apportera la vérité de la paix et la possibilité de vivre. L'évêque de Londres, Winnington-Ingram, va jusqu'à appeler à l'extermination de tous les Allemands en 1915 ; on est loin de la charité chrétienne ici, mais il faut lire ces appels au meurtre dans le contexte apocalyptique des atrocités de 1914-1915, des seuils de violence et de cruauté franchis à l'encontre des civils, sur terre, sur mer, sur les différents fronts et dans l'Empire ottoman : « Que ceux qui aiment la liberté et l'honneur, que ceux qui font passer leurs principes avant la facilité et la vie elle-même se réunissent en une grande croisade pour tuer des Allemands. Pas pour le plaisir de les tuer, mais pour sauver le monde ; tuer les jeunes et les vieux, tuer ceux qui ont montré quelque charité envers nos blessés autant que les ordures qui ont crucifié le sergent canadien, qui ont supervisé les massacres des Arméniens, qui ont coulé le *Lusitania*, qui ont utilisé des mitrailleuses contre les civils de Aerschott et Louvain, les tuer, sinon la civilisation et le monde seront eux-mêmes anéantis. »

Cette eschatologie qui repose sur une haine profonde de l'ennemi est exprimée aussi par les écrivains combattants étudiés par Nicolas Beaupré. Ainsi le Français Jean Tournassus, « c'est l'ennemi, celui que je hais. Je le guette avec toute l'énergie anxieuse que m'a léguée ma race », ou bien l'Allemand Will Vesper :

« Car cette haine Seigneur Jésus
Est le fruit du plus grand amour.
Ma patrie en profonde détresse
Ma haine suivra tous les ennemis jusqu'à leur mort. »

Hair l'ennemi devient la forme la plus forte de l'amour pour Dieu et pour la patrie mêlés. La confirmation du choix saint est paradoxalement scellée dans la haine, sentiment inverse de la charité chrétienne, mais obligatoire dans la lutte guerrière du consentement à la patrie. « Notre père qui êtes aux cieux, élargissez mon cœur afin qu'il puisse contenir plus de haine », s'écrie Péricard.

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

La haine, la brutalité, voire la cruauté, loin d'être vues uniquement comme des caractéristiques de l'ennemi, sont aussi instrumentalisées dans un idéal patriotique, comme chez Albert Erlande : « La lutte est hideuse. Il se produit des corps à corps au couteau [...] L'outil de labeur est souillé jusqu'au manche d'une bouillie rouge et blanchâtre. "Cet homme fait du bon travail." [...] Nous tuons... poussés par une force atavique, implacable, le salut du Pays. » Cette idée de « travail » au service de la guerre, mais dans sa forme la plus cruelle, ne peut être avouée que dans l'idéologie apocalyptique du conflit, qui alors la justifie.

LE MESSIANISME PACIFISTE

La plupart des soldats, écrivains ou lecteurs de ce genre de récits, encore effarés de leur propre violence, ne pouvaient aller plus loin. Beaucoup ne prirent conscience d'une autre forme possible de messianisme – celui du pacifisme – que dans l'après-guerre, qui devient le temps de la parousie pacifiste. Ce n'est pas le cas d'une extrême minorité, celle des intégralistes du pacifisme, tel Romain Rolland écrivant à Jeanne Halbwachs :

« [...] Le tragique de notre situation, c'est que nous ne sommes qu'une poignée d'âmes libres, séparées du gros de notre armée, de nos peuples prisonniers et enterrés vivants au fond de leur tranchée. Il faudrait pouvoir leur parler et nous ne le pouvons pas [...] Le pourrions-nous que nous n'oserions pas leur dire tout ce que nous pensons, au risque de diminuer leurs forces pour la lutte, de ne pouvoir les délivrer. Ce serait une cruauté de plus. J'en connais tant qui se cramponnent à une foi qu'ils n'ont plus, et qui ferment les yeux, pour aller jusqu'au bout de leur tâche. [...] Que pouvons-nous faire ? [...] Aujourd'hui comme hier, demain comme aujourd'hui, sauver dans nos cœurs fidèles la justice, l'amour, la pitié fraternelle, la paix intérieure – les plus purs trésors de l'humanité. Et, d'une nation à l'autre, tâchons de nous connaître, tâchons de nous unir. Tâchons de former ensemble au milieu du déluge une de ces îles sacrées, comme aux jours les plus sombres du premier Moyen Âge un couvent de St Gall offrait son refuge contre les flots montants de la barbarie universelle. [...] Et quand la tempête sera finie nous rendrons aux peuples brisés leurs dieux que nous aurons sauvés. [...] Je m'offre autant que je le puis pour rapprocher vos mains de celles qui vous cherchent dans la nuit. [...] »

Ce ton religieux, prophétique, est tout à fait symptomatique, sans paradoxe aucun, de la culture de guerre que les pacifistes intégralistes ne croient pas partager, ne partagent pas, mais dont ils retournent la sémantique et la

rhétorique, vivant comme une croisade leur lutte contre la croisade de guerre. La guerre étant folie, l'exil pacifiste est Refuge pour ceux qui s'y construisent « une cité sur la colline », comme Ernest Psichari dont on disait qu'il semblait à chaque instant « prêt à communier ou à mourir » ; cette imitation de la Passion qui était celle du jeune officier nationaliste mort au front en 1914 est aussi, comme dans une image inversée, celle des militants pacifistes : « Le fleuve de sang inonde la terre, vient battre nos maisons, les éclabousse toujours plus haut à mesure que le massacre ajoute victime à victime [...] Faut-il les voir inondés du sang de la croix, comme la mère du Christ, comme ses apôtres, martyrs de la patrie, au cœur percé des sept glaives de la douleur surhumaine. [...] Avons-nous accepté le marché du diable, la mort pour la mort ? Que mon fils, mon mari, mon frère, meure pour assurer, acheter, la mort de l'ennemi exécré. [...] "Caïn, Caïn qu'as-tu fait de ton frère ?" » (Michel Alexandre.)

VAINCUS ET VAINQUEURS : CONTRADICTIONS DE L'APRÈS-GUERRE

Dans les années 1920 et 1930 – temps de la démobilisation, temps de la guerre rejetée et de la guerre continuée – les messianismes continuent à s'affronter.

Dans le cas allemand, l'extériorité de la défaite – la population allemande n'a pas senti physiquement la présence ennemie sur son sol avant l'arrêt des combats –, constitue le socle du refus de toute intériorisation de la catastrophe militaire. « Vous avez tenu l'ennemi à l'écart de nos frontières et vous avez sauvé votre pays des malheurs et des désastres de la guerre... Fiers et la tête haute, nous terminons la lutte où nous avons tenu pendant quatre ans en face d'un monde empli d'ennemis. » Cet ordre du jour de Hindenburg, en date du 12 novembre 1918, ne doit pas être lu comme la rodomontade d'un chef vaincu, mais pris au pied de la lettre. Les représentations défensives de la guerre, si opérantes pendant tout le conflit, y sont de nouveau mises en exergue, et les troupes sont remerciées comme si elles rentraient victorieuses. Ces paroles auront leur traduction dans les faits au cours des jours qui suivent : les soldats sont accueillis en vainqueurs dans les villes d'Allemagne par la population civile comme par les autorités (ainsi par Ebert à Berlin) et, au passage des régiments, c'est la fête et non l'abattement qui l'emporte. Du 11 novembre 1918, les Allemands refusent décidément de tirer les mêmes conséquences que leurs vainqueurs. Dès lors, la défaite est non seulement incompréhensible, non seulement refusée, non seulement attribuée à la trahison (le mythe du « coup de poignard dans le dos ») mais

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

parfois occultée, la défaite allemande ne pouvant tout simplement pas être dite. Ce déni de la défaite s'est traduit aussi par le sentiment que la guerre n'avait pas cessé avec l'armistice : « La guerre contre le peuple allemand continue. La Première Guerre mondiale ne fut que son sanglant commencement », déclare l'officier de corps francs Oberlindober, qui devient le chef de l'association des anciens combattants sous le régime nazi. C'est bien à la lumière de cette guerre continuée qu'il faut relire la cruauté des corps francs dans la répression du spartakisme en 1919, le terrorisme d'extrême droite sous la république de Weimar, la haine contre les Français sur la rive gauche du Rhin, puis dans la Ruhr, haine s'accompagnant de fantasmes racistes contre les troupes africaines. Ainsi s'exprime le jeune Werner Best en 1923 : « C'est de nouveau la guerre, l'ennemi est au cœur de l'Allemagne. [...] Nous voici confrontés à un ambitieux plan d'extermination. [...] Résistance et combat ou anéantissement sans merci ! [...] Le dénouement de la guerre mondiale a lieu aujourd'hui. Il s'agit d'y lancer nos dernières forces physiques mais plus encore, morales. »

De nombreux vétérans non seulement continuent la guerre, mais transfèrent sur le front intérieur la brutalité spécifique des pratiques du front et les angoisses apocalyptiques qui l'ont nourrie et qu'elle a nourries. L'éloignement de la guerre ne semble pas avoir eu d'effets profonds sur le déni de la défaite et la poursuite du combat : rien de plus révélateur, sur ce point, que l'écart qui sépare *Orages d'acier* (1920) d'un autre écrit de Jünger de 1932, *Le boqueteau 125*, où se lit la radicalisation d'extrême droite de la lecture de l'expérience de guerre, et l'instrumentalisation politique de celle-ci à travers le culte du *Felderlebnis*. En douze ans, « l'homme de fer » des tranchées tendait vers « l'homme nouveau ». Les SS étudiés par Christian Ingrao mèneront, eux, l'homme nouveau sur le chemin de l'Empire de 1 000 ans, le millénium nazi reposant sur la trilogie *Race, Violence, Apocalypse*.

Les *Lettres de soldats* publiées par Philipp Wittkop montrent bien cette évolution ; l'édition de 1918 pourrait concerner tous les belligérants, chacun dans son sacrifice national, si différent et si semblable : « Il faut que ces lettres soient un monument vivant dans lequel ces hommes prématurément disparus continueront à vivre. Un monument d'honneur que ces hommes ont bâti eux-mêmes. Ils doivent être un exemple de l'accomplissement du devoir, du consentement au sacrifice, de l'amour du peuple et de la patrie, auxquels ils ont été fidèles jusqu'à la mort. Ils doivent cependant aussi générer dans le cœur et la conscience ces valeurs et ces espérances avec lesquelles ces jeunes personnalités ont été englouties. Face à ces tombeaux, unis dans cette vénération, la patrie et l'humanité doivent prendre conscience de la responsabilité qui leur impose, aujourd'hui comme demain, un tel sacri-



MESSIANISMES, HÉRITAGE DE LA VIOLENCE, TOTALITARISME

ficé. » L'édition de 1933, elle, a rejoint le messianisme dans sa spécificité nazie : « En ces jours où l'Allemagne rajeunit et se rallie aux valeurs et à la rénovation nationales, une édition populaire des lettres de guerre d'étudiants morts au combat apparaît comme une mission patriotique. Car ce sont eux qui, les premiers, ont fait l'expérience, annoncé par avance et vécu cette pensée de la rénovation morale nationale dans la bataille, l'horreur, et le consentement à la mort [...] Ces lettres nous donnent le pouvoir de fonder dans la réalité cette patrie idéale, que leurs auteurs ont montrée comme à regret, pour laquelle ils ont donné leur vie. Ces hommes tôt tombés ont témoigné par leur sang non pas d'une Allemagne perdue mais bien d'une Allemagne nouvelle, dont nous voulons être les créateurs et les citoyens. »

Du côté des vainqueurs, le « sortir » du conflit s'est présenté sous des traits en partie – mais en partie seulement – opposés. Car les étapes du processus de démobilisation culturelle sont aussi entachées de déceptions qui brident les enthousiasmes de la paix et de la victoire. 1919, la paix de Versailles, marque une première étape de cette déception ; les sentiments d'injustice et de haine nés des invasions, des occupations, des frontières mal perçues, ne peuvent être calmés facilement. Puis, vers 1924-1926, les opinions prennent conscience que la parenthèse de la Grande Guerre ne sera jamais refermée, malgré ou contre les optimismes de Stresemann et Briand, comme l'exprime ce dernier lui-même en accueillant l'Allemagne à la SDN à Genève en 1926 : « C'en est fini des longs voiles de deuil sur des souffrances qui ne s'apaiseront jamais ; plus de guerres, plus de solutions brutales et sanglantes à nos différends ! [...] Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons ! Place à la réconciliation, à l'arbitrage, à la paix ! » Mais si le futur peut réserver un autre destin, le présent est bien celui des « souffrances qui ne s'apaiseront jamais », des souffrances laissées par la guerre industrielle et la mort de masse.

Les romans et témoignages de guerre indiquent aussi, à la charnière des années 1920 et 1930, un tournant dans la lecture du conflit : on écrit sur la peur, sur la lâcheté, sur la mutilation volontaire, sur le suicide. En une inversion radicale de la culture de guerre des années de conflit, le refus du courage pouvait désormais être mis en exergue, voire justifié comme la seule forme du courage vrai. Tout se passe comme si, dix ans après la fin de la guerre, la démobilisation culturelle subissait là une inflexion décisive : la radicalisation du pacifisme des anciens combattants au cours des années 1930 en est un autre symptôme. C'est l'un des paradoxes centraux de la Grande Guerre : acceptée pendant les années 1914-1918, elle fut refusée après. Pourtant, les ferveurs de guerre ont été largement occultées par le



L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

pacifisme militant des années qui ont suivi. L'eschatologie du pacifisme a remplacé celle de la victoire à tout prix. De retour de la guerre, on se convertit au credo de la paix. Littérature, témoignages, cinéma, ont créé dès 1918-1919 un écran conceptuel : non, la tragédie n'avait pu être vécue dans le consentement, et encore moins dans le consentement spirituel, dans la ferveur.

Pendant la guerre, le philosophe Franz Rosenzweig tentait de réfléchir en termes géostratégiques globaux, et sa conclusion le menait, invariablement, à une nouvelle eschatologie : « Ainsi, les questions mondiales de première grandeur, les questions qui dépassent le monde chrétien, l'héritier de l'ancien œkoumène, ne sont pour l'heure qu'à peine effleurées. Seule émergera de l'actuel embrasement mondial la tentative d'une organisation supranationale, et parce qu'elle n'est qu'une tentative, elle revêtira aussitôt plusieurs formes. Les plus grandes luttes, les combats pour la véritable idée du monde sont encore à venir. Ils s'entremêleront avec les luttes et les alliances propres aux idées de l'empire apparues de nos jours. Mais l'adversaire, la tête de l'un des partis, même s'il cherche et s'il trouve ses alliés parmi les empires de cette guerre actuelle, sera cependant, ce qui jamais ne fut auparavant le cas, véritablement extérieur, hors du monde qui pouvait encore être déduit, non sans quelque légitimité, de l'ancien œkoumène. Dans ce combat, l'implication spatiale de toute la terre sera justifiée par les idées propres à l'œkoumène. On a parlé de sphères culturelles éternellement séparées. Je n'y crois pas. Car le Dieu dont il est écrit qu'il est un guerrier n'a créé qu'un seul ciel et qu'une seule terre. »

Dans un texte prémonitoire écrit dès octobre 1918, le capitaine de Gaulle, encore dans un camp de prisonniers, perçoit admirablement les enjeux de cette paix qui ne pouvait que s'adosser au refus de l'oubli tout en s'inscrivant à l'exact opposé dans la pratique : « Est-ce que la France oubliera vite, si tant est qu'elle l'oublie jamais, 1 500 000 morts, son million de mutilés, Lille, Dunkerque, Cambrai, Douai, Arras, Saint-Quentin, Laon, Soissons, Reims, Verdun détruits de fond en comble ? Est-ce que les mères qui pleurent vont soudain sécher leurs larmes ? Est-ce que les orphelins vont cesser d'être orphelins, les veuves d'être veuves ? Est-ce que des générations durant, dans toutes les familles de chez nous, on ne se léguera pas les souvenirs formidables de la plus grande des guerres, semant au cœur des enfants ces germes de haines de nations que rien n'éteint ? [...] Chacun sait, chacun sent que cette paix n'est qu'une mauvaise couverture jetée sur des ambitions non satisfaites, des haines plus vivaces que jamais, des colères nationales non éteintes. » Pour que la paix de Versailles fût à la hauteur de ses ambitions affichées, encore eût-il fallu que l'on passât de cette présence symbolique des victimes à une présence réelle. Mais la transsubstantiation ne se produisit pas.

VERS LA GUERRE NOUVELLE

Entre cynisme et désespoir, on condamne cette paix souvent vécue comme mort-née du côté des vainqueurs comme du côté des vaincus. Le traité de 1919 visait à délégitimer l'ennemi, seul responsable de cette guerre-là, à délégitimer la guerre qu'avait menée l'ennemi. Mais le résultat fut la relégitimation de la guerre aux yeux d'un ennemi se sentant pleinement justifié de renouer avec elle. Et c'est ce bellicisme de relégitimation d'une autre eschatologie, celle du racisme, qui l'a finalement emporté.

Le portrait d'Hitler que brosse Bernanos en 1940 traduit magistralement ce processus : « Le maître de l'Allemagne est en réalité son esclave : il est, jusque dans l'amertume d'un triomphe jamais égal à ses haines, enchaîné à l'Allemagne de 1918, à la défaite et au déshonneur de son pays... Il tient Foch à la gorge, il aplatit entre deux bibles le visage ecclésiastique de M. Woodrow Wilson, il écrase sur la face camuse de Clemenceau sa botte de caporal où la boue des Épargnes n'a pas eu le temps de sécher... »

Certes, la besace du Hitler de 1940 n'était pas emplie seulement des souvenirs de l'ancien combattant de 1914-1918, de l'ancien gazé, de l'ancien caporal meurtri par la défaite, déchiré par le traité qu'avaient signé les « criminels de novembre ». En outre, tout le monde en Allemagne n'avait pas communiqué à l'infini dans les imprécations contre le « coup de poignard dans le dos ». Bien que persuadés qu'ils avaient bien été « invaincus sur les champs de bataille », beaucoup avaient aspiré à la paix. Mais ce sont les forces de la guerre – d'une guerre à mort – qui sont finalement parvenues au pouvoir : « Je pense à M. Hitler, depuis le dernier septembre, comme à un mort », reprend Bernanos. « Je n'ai aucun mal à l'honorer comme tel. Le Soldat inconnu allemand, c'était lui, pourquoi ne nous en sommes-nous pas avisés plus tôt ? Que son destin soit accompli, je n'en doute pas un instant... »

L'écrivain offre ainsi l'opportunité d'un retour sur la nature des rapports entre la violence de 1914-1918, la violence politique des années 1920 et 1930, la violence future du conflit de 1939-1940.

Cette violence de la Grande Guerre, c'est en Russie qu'elle fut captée tout d'abord, tant il est vrai que les atrocités de la révolution et de la guerre civile ne peuvent être comprises sans référence à elle : la brutalité du conflit ouvert en 1914 s'est ensuite « réfractée » – mieux, démultipliée – dans une expérience radicale de guerre civile et d'oppression politique. Nicolas Werth a magistralement montré comment la désagrégation accélérée d'une immense armée de paysans brutalisés par trois années de conflit et désertant en masse vers l'arrière constitue l'une des clés de compréhension de la révolution de 1917 et de ce que fut l'État bolchevique qui en procéda. Ainsi,

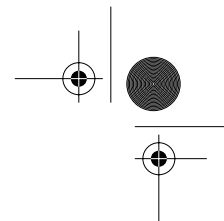


L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

trivialization de l'expérience de guerre et *brutalization* des combattants (George Mosse) ont d'abord trouvé leur terrain d'action dans la Russie de 1915-1918, et les violences paysannes en particulier, vues comme « révolutionnaires » d'abord, sont logiquement requalifiées de « contre-révolutionnaires » pendant les mois et les années qui suivent, puisqu'elles remettent alors en cause l'homme nouveau voulu par l'État soviétique. Le texte fondateur de la violence d'État, de la répression organisée par la police politique soviétique émane de Dzerjinski dès le 7 [20] décembre 1917 ; derrière son cynisme délirant, c'est la cruauté jugée nécessaire pour atteindre le but révolutionnaire, quel qu'il soit, qui s'y trouve exprimée. Il suffira, au cours des années, de changer le nom de l'ennemi, la répression sera toujours la même : « Nous devons envoyer sur ce front, le plus dangereux et le plus cruel des fronts, des camarades déterminés, durs, solides, sans états d'âme, prêts à se sacrifier pour le Salut de la Révolution. Ne pensez pas, camarades, que je recherche une forme de justice révolutionnaire. Nous n'avons que faire de "justice" ! Nous sommes à la guerre, sur le front le plus cruel, car l'ennemi s'avance masqué, et c'est une lutte à mort ! Je propose, j'exige la création d'un organe qui réglera de manière révolutionnaire, authentiquement bolchevique, leur compte aux contre-révolutionnaires. » Prises d'otages, camps de concentrations, assassinats, emploi de gaz asphyxiants, déportations, travail forcé allaient suivre très vite : toutes ces méthodes avaient été « testées » par telle ou telle armée, contre les civils et les soldats, pendant la guerre.

Pour les nazis, pour les fascistes italiens dans une bien moindre mesure, la violence politique s'inscrit comme la condition préalable d'une nouvelle violence de guerre, plus systématique, plus efficace que celle du conflit précédent. De tout ce qui pouvait faire obstacle à la surrection de l'énergie guerrière, il fallut tout d'abord épurer la nation. Dès lors, dans cette escalade vertigineuse, quelle part ont joué les arguments biologiques cristallisés pendant la Première Guerre mondiale ? Dans les tranchées de la Grande Guerre, victimes et héros étaient interchangeables : tout combattant pouvait être blessé, être fait prisonnier, mourir, ou bien survivre. En revanche, le traitement des civils avait déjà modifié les règles, les détenteurs de la force militaire ayant pu, sans risque aucun, exercer sur eux une contrainte de type terroriste. Dans l'Italie des années 1920, dans l'Allemagne des années 1930, dans la jeune Union soviétique, le souvenir ne s'en était pas perdu.

Ainsi, les grandes attentes de la guerre, déçues faute de cette parousie du monde meilleur promis pour l'après-guerre, ont été récupérées par les différentes formes de totalitarismes. Il s'agit moins ici des idéologies respectives du communisme et des fascismes, si différentes et si profondément ennemies,



que de la capacité d'attraction de ces atroces ferveurs sur les « hommes nouveaux » nés de la guerre, de la Grande Guerre. Maïakovski, en 1915-1916, s'offrait en nouveau Christ pour sauver l'humanité pendant qu'il le croyait encore possible, dans son poème « La guerre et le monde » :

« Hommes !
aimés,
non aimés,
connus,
inconnus,
écoulez-vous par ce portail en large procession.
Et lui,
l'homme
libre
que j'annonce en hurlant,
il viendra,
croyez-moi,
croyez-le ! »

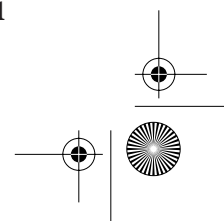
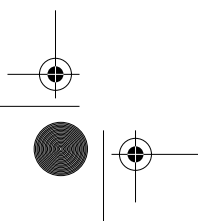
Puis il crut à la révolution. Jusqu'à ce que celle-ci dévore aussi ses enfants, à commencer par le poète lui-même.

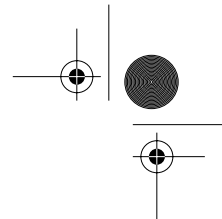
BIBLIOGRAPHIE

- AUDOIN-ROUZEAU S., BECKER A., *14-18, Retrouver la guerre*, Gallimard, Bibliothèque des histoires, 2000.
- AUDOIN-ROUZEAU S., BECKER A., INGRAO C., ROUSSO H. (dir.), *La violence de guerre 1914-1945. Approches comparées des deux conflits mondiaux*, Complexe, 2002.
- MOSSE G. L., *Fallen Soldiers : Reshaping the Memory of the World Wars*, Oxford University Press, 1990 [trad. fr., *De la Grande Guerre au totalitarisme, la brutalisation des sociétés européennes*, Hachette, 1999].

VOIR AUSSI

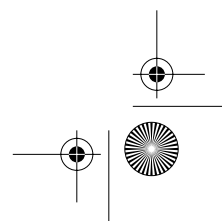
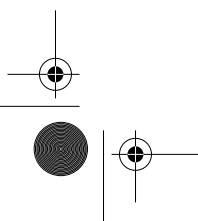
- ➔ **La crise de la conscience européenne avant 1914** (p. 19)
- ➔ **Les combattants** (p. 321)





L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

- ➔ **Les intellectuels** (p. 665)
- ➔ **Les artistes** (p. 689)
- ➔ **Églises et ferveurs religieuses** (p. 731)
- ➔ **Les occupations** (p. 787)
- ➔ **Paysans-soldats et sortie de guerre de la Russie en 1917-1918** (p. 825)
- ➔ **Pacifismes pendant la guerre** (p. 839)
- ➔ **La conférence de la paix** (p. 993)
- ➔ **Les anciens combattants** (p. 1087)
- ➔ **Le culte des morts, entre mémoire et oubli** (p. 1099)
- ➔ **Le deuil des vivants** (p. 1113)
- ➔ **Commémoration et musées** (p. 1139)
- ➔ **La littérature de guerre** (p. 1189)
- ➔ **Pacifismes de l'entre-deux-guerres** (p. 1215)
- ➔ **Conclusion : La Grande Guerre dans l'histoire** (p. 1241)





La déroute des monnaies

Olivier Feiertag

La Première Guerre mondiale constitue un tournant majeur et de longue portée dans l'histoire financière du monde, car elle a correspondu à une violation généralisée des conventions monétaires dont l'ensemble avant 1914 formait, de manière à vrai dire plus empirique que théorique, le régime de l'étalon-or. De ce point de vue, la suspension, de droit ou de fait, de la convertibilité métallique de la monnaie des pays belligérants et de la grande majorité des pays restés neutres a sans aucun doute représenté la rupture principale. Elle a été à l'origine d'une transformation profonde et durable des fonctions monétaires, tant au sein de chaque économie nationale qu'au niveau des relations économiques internationales.

Sur le plan intérieur, la suppression des contraintes légales liées à la convertibilité a ainsi rendu possible, pendant toute la durée de la guerre mais également bien après la fin du conflit, une dilatation sans précédent de la masse monétaire de chaque pays. La tendance lourde à la hausse du niveau général des prix – prix des biens et des services, mais tout autant prix du travail ou de l'argent – qui s'enclenche alors, et pour longtemps, en est le symptôme le plus évident. Mais la cause première de cette expansion du volume de la monnaie renvoie au mouvement d'accroissement rapide de la dette, publique mais aussi privée, intérieure et extérieure, qui a constitué le mode de financement principal, de préférence à l'impôt, de l'effort de guerre et des charges de l'après-guerre. À l'extérieur, la renonciation provisoire à l'étalon-or a substitué au mode de règlement des paiements internationaux largement automatique, privé et décentralisé, qui prévalait avant 1914, une organisation fortement centralisée, essentiellement publique et politique. Cette régulation radicalement nouvelle des rapports entre les différentes devises nationales s'exprime assez bien à travers l'institution,



L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

sous des formes variables, des contrôles des changes qui devaient peu ou prou continuer à régir les rapports monétaires entre la grande majorité des pays du monde bien au-delà de la guerre, jusqu'à la décennie 1970 au moins.

Ainsi compris, le legs monétaire de la Grande Guerre a sans conteste pesé fort avant dans le siècle qu'elle inaugure. Cet héritage peut à bon droit être identifié aux deux grandes pathologies jumelées des monnaies au *xx*^e siècle : la crise de change et l'*inflation*. Toute l'analyse des conséquences monétaires de la Première Guerre mondiale, entamée dès le début des années 1920 à l'initiative de la SDN ou bien encore, par exemple, sous l'égide de la dotation-fondation Carnegie, s'est attachée depuis lors à rendre compte des dérèglements monétaires engendrés par la guerre et des politiques menées après-guerre dans les différents pays pour stabiliser de nouveau les monnaies, sur la base d'une restauration, au prix d'un certain nombre d'aménagements, des anciennes conventions de l'étalon-or, ce paradis perdu de l'avant-guerre. Dans cette optique, la rupture de 1914 est comprise avant tout comme destructrice (ce qu'elle a été sans conteste). Mais la Première Guerre mondiale, dans le domaine de la monnaie comme en bien d'autres, a revêtu tout aussi sûrement une dimension créatrice. C'est ainsi qu'elle a contribué à redéfinir à l'échelle de l'économie mondiale la hiérarchie des puissances avec au premier rang celle des États-Unis d'Amérique, selon des lignes de force demeurées globalement inchangées jusqu'à nos jours. C'est ainsi qu'elle a également marqué, en longue durée, les débuts de l'ère de ce qu'on peut bien appeler la « monnaie dirigée », mais elle a aussi, plus globalement, jeté les bases d'une économie (et d'une société) d'*endettement* qui pourrait bien avoir été au cœur de la complexe modernité du *xx*^e siècle, entre crise et croissance, totalitarisme et démocratie.

MULTIPLICATION DES MOYENS DE PAIEMENT
ET ABONDANCE MONÉTAIRE

La dilatation des masses monétaires dans le monde au sortir du conflit constitue certainement le legs le plus manifeste, dans le domaine économique et financier, de la Grande Guerre. La mesure du phénomène a été connue avec précision dès la fin des hostilités, non seulement à travers les statistiques des émissions de monnaie fiduciaire, mais aussi à travers les chiffres des dépôts en banque (banques commerciales, caisses d'épargne et comptes postaux). Cette inflation généralisée des moyens de paiement a ainsi été au cœur des préoccupations de la conférence financière internationale, la première d'une longue série au *xx*^e siècle, réunie à Bruxelles du 24 septembre au 8 octobre 1920 sous l'égide de la Société des Nations.

**La dilatation persistante des masses monétaires
dans le monde après la guerre (1918-1924)**
(base 100 au 31 décembre 1913 ; indice de la monnaie fiduciaire
en romain, indice de la monnaie de banque en italique)

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924
Allemagne	1 139 <i>394</i>	1 725 <i>786</i>	2 804 <i>1 241</i>	4 221 <i>2 293</i>	44 632 –	1 712 –	134 <i>73</i>
Argentine	140 <i>190</i>	143 <i>203</i>	166 <i>237</i>	166 <i>229</i>	166 <i>238</i>	166 <i>236</i>	160 <i>240</i>
Belgique	481 –	541 –	611 <i>268</i>	605 <i>283</i>	644 <i>308</i>	706 <i>336</i>	737 <i>355</i>
Danemark	296 <i>292</i>	322 <i>314</i>	366 <i>328</i>	310 <i>305</i>	302 <i>290</i>	311 <i>288</i>	314 <i>273</i>
Espagne (100 = 1915 pour dépôts)	172 <i>226</i>	200 <i>277</i>	224 <i>327</i>	220 <i>345</i>	214 <i>385</i>	224 <i>408</i>	235 <i>419</i>
États-Unis	170 <i>162</i>	179 <i>187</i>	187 <i>207</i>	153 <i>192</i>	155 <i>205</i>	164 <i>220</i>	163 <i>237</i>
France	529 <i>119</i>	652 <i>190</i>	657 <i>219</i>	637 <i>227</i>	629 <i>247</i>	661 <i>265</i>	710 <i>267</i>
Grèce	520 <i>226</i>	564 <i>300</i>	615 <i>350</i>	882 <i>450</i>	1 285 <i>468</i>	1 910 <i>705</i>	1 986 <i>886</i>
Indes britanniques	250 <i>151</i>	312 <i>196</i>	277 <i>217</i>	297 <i>211</i>	301 <i>190</i>	320 <i>195</i>	313 <i>199</i>
Italie	506 <i>244</i>	676 <i>358</i>	800 <i>458</i>	782 <i>513</i>	739 <i>465</i>	717 <i>483</i>	750 <i>548</i>
Japon	290 <i>338</i>	399 <i>409</i>	384 <i>419</i>	414 <i>450</i>	403 <i>456</i>	416 <i>456</i>	396 <i>496</i>
Norvège	403 <i>382</i>	420 <i>432</i>	455 <i>472</i>	388 <i>473</i>	366 <i>451</i>	377 <i>429</i>	372 <i>419</i>
Pays-Bas	363 <i>248</i>	343 <i>306</i>	359 <i>330</i>	334 <i>264</i>	333 <i>236</i>	351 <i>232</i>	306 <i>221</i>
Portugal	315 <i>435</i>	426 <i>864</i>	702 <i>1 035</i>	847 <i>1 657</i>	1 211 <i>2 214</i>	1 632 <i>2 321</i>	2 026 <i>2 778</i>
Roumanie	1 061 <i>198</i>	1 456 <i>907</i>	2 392 <i>1 785</i>	3 182 <i>2 640</i>	3 469 <i>3 592</i>	4 100 <i>3 490</i>	4 429 <i>4 342</i>

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

	1918	1919	1920	1921	1922	1923	1924
Royaume-Uni	1 153 182	1 297 207	1 405 219	1 267 221	1 168 209	1 187 206	1 167 205
Suède	348 231	320 260	325 268	268 263	250 248	246 236	229 233
Suisse	317 152	333 164	331 169	323 164	311 162	313 165	291 175

Sources : SDN (1926)

En dépit des efforts très tôt affichés de déflation de la masse monétaire comme en Grande-Bretagne par la voix du comité Cunliffe (*Committee on Currency and Foreign Exchanges*), formé dès avant la fin de la guerre, le retour de la paix n'a pas globalement enrayeré la tendance à l'expansion de la masse monétaire du temps de guerre, en dépit du bref coup d'arrêt temporairement provoqué par la crise de reconversion de l'hiver 1920-1921. La période de l'après-guerre, jusqu'en 1925 au moins, a en fait correspondu pour la majorité des pays du monde à une nette aggravation de l'inflation des moyens de paiement (comme en France, en Belgique, en Italie ou au Japon). Dans certains cas, l'émission de billets d'État par les soins des trésoreries nationales et non des banques d'émission (*currency notes* au Royaume-Uni) s'est ainsi poursuivie bien après la fin de la guerre. En Italie, le montant maximal de leur circulation est atteint en juin 1924. Au Japon, les billets d'État émis à partir de 1917 ont atteint leur maximum à la fin de 1921. Au Royaume-Uni, après un premier pic à 368 millions de livres en 1920 (contre 323 à la fin de 1918), leur circulation devait de nouveau augmenter à partir de 1924, culminant à 297 millions de livres à la fin de 1925. Dans des cas extrêmes, l'expansion de la masse monétaire a même été portée, comme en Allemagne, en Russie, en Finlande, mais aussi au Portugal et en Europe centrale et balkanique, à des sommets sans commune mesure avec les niveaux atteints pendant la guerre.

Cette évolution en apparence paradoxale tient à plusieurs facteurs, qui sont liés à la fois au règlement du passif de la guerre et aux conditions mêmes de la paix. Chez les anciens belligérants, elle tient aux modalités généreuses du financement de la reconstruction (Charte des sinistrés du 17 avril 1919 en France), mais aussi, et de manière non moins lourde, à la charge des pensions née de la guerre qui devait peser d'un poids considérable sur les finances publiques des ex-belligérants jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. En France, par exemple, on comptait en 1933 deux millions et demi de pensionnés de guerre à des titres divers. Le montant des pensions

de guerre versées par l'État y représentait 12 % du revenu national de 1929. L'essentiel de ces charges a été financé par de nouvelles avances des banques d'émission au profit des Trésors nationaux et par recours au crédit public et privé (création en 1919 de la Société nationale de crédit à l'industrie en Belgique ou en France, du Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre). Ces politiques de facilité monétaire furent adoptées d'autant plus aisément au lendemain de la guerre qu'était largement répandue dans tous les pays vainqueurs, et pas uniquement en France, la certitude que les vaincus, au premier rang desquels l'Allemagne, paieraient en application du principe des réparations établi en droit, mais sans indication aucune des montants, par l'article 231 du traité de Versailles. Et, à l'inverse, il est avéré que la perspective de réparations jugées exorbitantes a contribué à la fuite en avant monétaire de l'Allemagne, tentée par une politique du pire.

Pour les anciens pays neutres, la tendance persistante à la croissance de la masse monétaire, singulièrement de la monnaie de banque comme aux États-Unis, aux Pays-Bas, dans les pays scandinaves, en Espagne ou encore en Amérique latine et au Japon, s'explique aussi par les conséquences de la guerre, mais de manière toutefois plus indirecte. Elle tire son origine de la forte demande mondiale de matières premières et de biens de consommation qui s'est exprimée dès la fin des hostilités – le *boom* de 1919-1920 – tant de la part des pays anciennement belligérants que dans le reste du monde, pour compenser les pénuries du temps de guerre, reconstituer les stocks et réinvestir les profits de guerre. Ce sont les nécessités du financement à crédit du commerce international qui sont ainsi pour l'essentiel à l'origine de l'expansion de la monnaie scripturale de ces pays.

Dans la plupart des États successeurs des empires démantelés par les traités de paix successifs, de Brest-Litovsk à Lausanne, la surabondance monétaire est la conséquence des bouleversements politiques et des convulsions militaires et sociales dont ils furent le théâtre au lendemain de la guerre. Dans la Russie en proie à la guerre civile, comme dans de nombreux pays d'Europe centrale et balkanique, de multiples monnaies sont longtemps demeurées conjointement en circulation : marks d'occupation, roubles de l'ancienne Banque impériale de Russie ou couronnes de l'ex-Banque d'Autriche-Hongrie auxquels se sont surajoutés les signes monétaires des nouveaux États souverains, quelquefois par estampillage des anciens billets, comme en Tchécoslovaquie, le plus souvent par simple mise en circulation légale des billets des nouveaux instituts d'émission nationaux. Cette situation a dans quelques cas provoqué à l'issue de la guerre une véritable explosion des moyens de paiement, comme en Autriche, en Hongrie, en Finlande ou encore



L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

en Russie où la masse monétaire évaluée à quelque 9 milliards de roubles au début de 1917 était estimée – toutes monnaies en circulation confondues – équivalente à plus de 100 milliards de roubles-or à l'automne de 1919.

MODERNISATION DES FORMES ET DES PRATIQUES DE LA MONNAIE

Mais, si l'on met à part ces situations exceptionnelles qui ont pu conduire à des phénomènes de fuite devant la monnaie et de résurgences de formes de troc, la multiplication généralisée des moyens de paiement, pendant et après la guerre, ne doit pas masquer la réalité, plus fondamentale encore, de leur transformation qualitative. La guerre a modifié de façon profonde et irréversible la structure même des masses monétaires nationales : disparition de la circulation des espèces métalliques, augmentation absolue et relative de la monnaie fiduciaire et poussée nouvelle de la monnaie de banque. En France, par exemple, la part des billets qui oscillait autour du quart du total de la masse monétaire à la veille de la guerre en représentait les deux tiers à la fin de 1918. Cette prépondérance du billet devait se maintenir en France jusqu'au début des années 1950. Partout, l'usage du papier-monnaie s'est généralisé avec la guerre, comme en témoigne la tendance universelle à l'abaissement de la valeur des coupures, n'entraînant qu'en de très rares cas des phénomènes de déprime sur le billet, comme en Turquie où son introduction était encore très récente.

Ce n'est pas la moindre conséquence de la guerre que d'avoir ainsi contribué à modifier durablement les pratiques sociales de la monnaie. De même, les modalités du financement de la guerre, particulièrement au bénéfice des trésors nationaux, a provoqué une accélération de la croissance de la monnaie de banque (comptes courants détenus par les banques commerciales, mais aussi comptes postaux et des caisses d'épargne), notamment dans les pays où l'armature bancaire était déjà fortement développée avant 1914 comme la Grande-Bretagne ou l'Allemagne. En France, en revanche, le développement de la monnaie scripturale a été comparativement moindre, du fait de la réticence traditionnelle de la société française envers les banques, encore aggravée par le moratoire bancaire décrété en août 1914. La guerre a néanmoins globalement correspondu à une extension durable de la place des banques et à une transformation de leur rôle au sein des systèmes financiers de la grande majorité des pays. Ce mouvement de *bancarisation*, largement appuyé sur l'État, devenu partout le plus gros client mais aussi, dans de nombreux cas comme en France ou en Italie, le concurrent principal des banques commerciales (création des comptes-chèques postaux en France

et en Italie durant la guerre), s'est amplifié durant toutes les années 1920 et, par-delà la parenthèse de la crise des années 1930, largement encore durant toute la seconde moitié du xx^e siècle.

L'INFLATION ET LA CRISE DE CHANGE EN HÉRITAGE

La transformation brutale, à la fois quantitative et qualitative, des moyens de paiement de l'ensemble des pays développés du monde, enclenchée par la guerre et poursuivie bien après elle, est fortement corrélée avec l'entrée dans l'âge de l'inflation. L'emploi du mot lui-même se généralise rapidement à partir de la fin de la guerre, quittant le champ de la médecine pour celui de l'économie politique. Utilisé en Allemagne dès la fin de 1916 pour décrire une « pathologie de la création monétaire » (Friedrich Bendixen, *Das Inflationsproblem*), le terme se répand largement en anglais et en français sous la plume des experts et des praticiens de la monnaie à partir de 1919. Dès 1919-1920, dans les traités des économistes comme dans les analyses des experts financiers de la SDN, est affirmée avec une évidence nouvelle la validité de la théorie quantitative de la monnaie reliant, dans l'équation proposée dès 1911 par Irving Fisher, la quantité de monnaie (à la fois fiduciaire et scripturale) et sa vitesse de circulation au niveau général des prix pour un montant donné de transactions. Mais, de manière plus structurelle, l'inflation de l'après-guerre révèle surtout l'ampleur des immenses destructions et déplacements de richesses provoqués par le conflit et l'instabilité fondamentale de l'offre et de la demande mondiales qui en résulta durablement durant les années 1920, expliquant en partie le déclenchement de la crise des années 1930.

L'augmentation générale des prix qui a caractérisé dans le monde entier la période de la guerre s'est en effet poursuivie bien au-delà de la fin des hostilités, atteignant au printemps 1920, notamment au Royaume-Uni, aux États-Unis, en France ou en Italie, des niveaux dépassant nettement les *maxima* du temps de guerre. Le *trend* inflationniste a ainsi marqué nettement, si l'on excepte la chute brutale et ponctuelle qui a accompagné partout la brève crise de reconversion au tournant de 1920-1921, toute la première moitié des années 1920, persistant globalement dans bien des cas, comme en France ou en Belgique, jusqu'au retournement conjoncturel du début des années 1930. L'épisode de l'hyperinflation allemande de juillet 1922 à novembre 1923, marqué par l'effondrement spectaculaire de la valeur du mark, est l'illustration la plus éloquente du dérèglement du mécanisme des prix au lendemain de la guerre. C'est ainsi, par exemple, que la livre de

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

beurre valait 3 400 marks aux halles de Berlin en février 1923, 26 milliards le 29 octobre, 280 milliards le 5 novembre.

Mais, si l'on excepte les cas d'hyperinflation, c'est surtout dans le domaine des changes, plus encore que pour l'inflation intérieure, que le processus de dévalorisation de la monnaie est apparu dès la fin de la guerre avec le plus d'évidence, provoquant, comme le notait en 1922 l'économiste suédois Gustav Cassel, « une extraordinaire confusion » dans les opinions publiques nationales, confrontées au « chaos absolu » qui sembla caractériser les rapports mutuels entre les différentes monnaies nationales à compter de la rupture des solidarités monétaires du temps de guerre (dès novembre 1918 pour les membres de la Triple, en mars et juillet 1919 pour l'Entente). Comme l'écrivait alors l'économiste belge Maurice Ansiaux, le monde civilisé était bel et bien passé, avec la guerre, de la « solidarité » à « l'anarchie monétaire internationale ». L'évolution des cours du franc français sur les marchés des changes de 1919 à 1926 traduit on ne peut mieux les mouvements erratiques qui ont globalement caractérisé l'ensemble des devises après la guerre. Dès l'annonce de la fin du soutien britannique, la valeur extérieure du franc s'effondrait, passant de 5,45 francs pour un dollar en mars 1919 à 17 francs en avril 1920. Dans les années qui ont suivi, le cours du franc a connu des phases d'appréciation et de dépréciation très marquées, culminant à l'occasion des deux crises de changes majeures de novembre 1923-mars 1924 (28 francs/dollar) et du printemps et de l'été 1926 (40 francs/dollar). Cette évolution, au moins dans sa première phase de rapide dépréciation, a globalement concerné la plupart des monnaies, même si la chute fut un peu moins accusée pour la livre sterling ou la couronne suédoise, beaucoup plus forte pour le mark allemand.

L'ampleur inédite des fluctuations des changes et leur caractère généralisé, puisque aucune devise dans le monde n'en fut totalement exemptée, fut à l'origine dès les années 1920 du développement de nombreuses théories du change, propres à rendre compte des mécanismes monétaires internationaux nouveaux que semblait avoir inaugurés la fin de la guerre mondiale. Mais ni la théorie classique fondée sur l'influence des soldes négatifs des balances des paiements sur les évolutions des changes, ni la théorie définie par Cassel de la parité des pouvoirs d'achat, expliquant les variations globales des parités par les différentiels d'inflation internes prévalant entre tous les pays, ne rendent complètement compte du degré élevé de volatilité qui a caractérisé dès lors et pour longtemps les rapports entre les monnaies nationales. D'autres facteurs sans aucun doute ont commencé alors à peser d'un poids déterminant, ceux qu'Albert Aftalion a désignés dès cette époque comme relevant de la « psychologie » des « opérateurs » sur les marchés des

changes, autrement dit de la nature de leurs anticipations (calculs, croyances et fantasmes) sur les évolutions futures des valeurs des monnaies et les intentions réelles et supposées des gouvernements qui présidaient de façon inédite à leurs destinées, dans le cadre inédit de *politiques* monétaires, depuis la fin des automatismes de l'étalon-or. L'importance des flux de capitaux internationaux de nature spéculative (*hot money*) au lendemain de la Grande Guerre ne saurait être sous-estimée. Ils ont constitué l'un des facteurs majeurs de l'instabilité économique chronique des années 1920 et ont été le mécanisme principal de propagation de la crise des années 1930. La dynamique par nature internationale qui les fonde permet de rendre compte des difficultés et des limites des tentatives de stabilisations monétaires nationales entreprises dans chacun des États du monde à l'issue de la guerre.

LES ILLUSIONS DES POLITIQUES DE STABILISATION MONÉTAIRE

L'histoire économique et financière des années 1920, mais tout autant leur histoire politique, est largement dominée par les tentatives de stabilisations monétaires visant à restaurer le *statu quo ante*, sur la base des conventions monétaires qui avaient été celles de l'étalon-or avant 1914. Ce sont les États-Unis qui les premiers ont amorcé le grand cycle des stabilisations en rétablissant dès mars 1919 la convertibilité du dollar à sa parité d'avant 1914, forts à l'issue de la guerre du net accroissement de leur stock d'or (multiplié par deux entre 1914 et 1918) dont la valeur à cette date représentait plus de 40 % du total des réserves d'or monétaire déclarées contre un peu moins de 30 % avant la guerre. Cette proportion s'éleva encore au début des années 1920 pour atteindre près de la moitié des réserves d'or mondiales en 1923. De ce point de vue, il ne fait guère de doute que la Première Guerre mondiale, en modifiant durablement la répartition des réserves métalliques, est à l'origine de la suprématie internationale de la monnaie américaine qui aura marqué l'ensemble du xx^e siècle.

Le déclenchement de la brutale crise économique qui affecte l'ensemble du monde en 1920-1921 tire ainsi son origine du changement de politique monétaire des États-Unis qui suivit le retour du dollar à la convertibilité. Les mesures de déflation budgétaire dès 1919 et la forte contraction du crédit mise en œuvre par la Réserve fédérale à partir de mars 1920 se sont aussitôt répercutées sur le reste du monde, provoquant une intense crise de liquidité, un déstockage accéléré et donc une forte baisse des prix. Le Japon, le Canada, les pays d'Amérique latine, étroitement dépendants des États-Unis, sont les plus durement touchés. En Europe, la Grande-Bretagne surtout est

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

frappée de plein fouet, entrant dès lors dans la longue « crise britannique du xx^e siècle » (André Siegfried) et révélant en particulier l'ampleur de sa dépendance financière nouvelle envers les États-Unis.

C'est d'ailleurs dans le contexte de la rivalité nouvelle entre la *City* de Londres et New York comme principale place financière internationale que la livre est finalement stabilisée à son tour en 1925 au pair-or de 1914, au prix d'une sévère déflation, entraînant à sa suite et dans des conditions similaires les stabilisations de la Suède, des Pays-Bas, de la Suisse, du Danemark et des dominions britanniques. La dernière vague importante de stabilisations, accompagnées cette fois d'une notable dépréciation de la valeur-or des monnaies, se déroula entre 1926 et 1928. Elle concerna la Tchécoslovaquie, la Finlande, la Pologne mais aussi la Belgique, la France – le *franc Poincaré* – ou encore l'Italie. Mais il fallut encore attendre le début des années 1930 pour assister aux dernières stabilisations, celle du yen japonais en 1930 et du dinar yougoslave en 1931, au moment même où la crise de crédit international partie de Wall Street en 1929 se généralisait à l'ensemble de l'Europe et au reste du monde, ruinant d'un seul coup l'œuvre de restauration monétaire des années 1920.

Cet échec a très tôt été expliqué par les insuffisances de la coopération monétaire internationale au lendemain de la guerre. Les stabilisations ont été effectuées en ordre dispersé, dans le cadre étroit des souverainetés nationales, sans tenir compte des interdépendances financières et économiques léguées par la guerre. Le retour à la normalité monétaire aurait ainsi été obéré par la primauté nouvelle, au détriment des réalités économiques, des logiques *politiques*, comme on les désigna pudiquement désormais dans toutes les conférences financières internationales qui se sont succédé des années 1920 aux années 1930. C'est un raisonnement similaire qui sous-tendait par exemple la publication, dès 1919 en Angleterre, et l'année suivante aux États-Unis et en France, des *Conséquences économiques de la paix* de Keynes.

Cette imbrication nouvelle des réalités de politique extérieure et des questions monétaires se manifesta de la manière la plus évidente dans le problème du paiement des réparations et du règlement des dettes interalliées. Ces deux questions, en pratique fortement liées l'une à l'autre, pesèrent lourdement sur les tentatives de restauration du système des paiements internationaux et sur les relations internationales dans leur ensemble, jusqu'à la généralisation de la crise des années 1930 qui provoqua de fait, à la conférence de Lausanne de 1932, le gel des créances internationales nées de la guerre et de la paix de Versailles. À Bruxelles en 1920, comme à Gênes en 1922, les rivalités internationales, au premier chef le *fossé de sang* séparant

dès lors et pour longtemps la France et l'Allemagne, sont bien, en dernière analyse, à l'origine de l'échec des plans de reconstruction concertée des relations monétaires internationales. L'analyse des obstacles mis à l'institutionnalisation de l'étalon de change-or (*gold exchange standard*) fournit la meilleure illustration de l'entrée des monnaies dans le champ diplomatique, désormais à la fois signe et facteur de la puissance ou du déclin des nations. La pratique qui consistait à garantir l'émission d'une monnaie nationale sur des réserves combinant du métal précieux et certaines devises clés, c'est-à-dire, à l'instar de la livre-sterling, acceptées à l'égal de l'or pour les paiements internationaux, avait en effet existé avant 1914 (le système monétaire de l'Inde ou bien encore le fonctionnement de l'Union monétaire scandinave en offrent des exemples probants). Mais au lendemain de la guerre, sous l'impulsion de la Grande-Bretagne appuyée sur d'autres pays, comme les Pays-Bas, on tenta de définir une convention internationale propre à réguler *en droit* les mécanismes de l'étalon de change-or. Les réticences françaises face à « l'impérialisme » de la Banque d'Angleterre et de son très politique gouverneur, Montagu Norman, expliquent largement l'échec du projet. La concurrence monétaire internationale franco-britannique a ainsi marqué toutes les années 1920, particulièrement à travers l'action du comité financier de la SDN et les interventions rivales de la Banque de France et de la Banque d'Angleterre, à l'occasion des stabilisations monétaires de l'Europe centrale et balkanique : en Autriche (1923), en Allemagne (1924), en Hongrie (1925) ou encore en Pologne (1927) ou en Roumanie (1929). À un autre niveau, les divergences politiques ont également abouti à limiter grandement les efforts de régulation des flux d'or et de devises d'or entre banques d'émission, tentative concertée entre les principaux banquiers centraux européens, dont Hjalmar Schacht, le gouverneur de la Reichsbank, réunis en 1927 à Long Island à l'initiative de Benjamin Strong, gouverneur de la Réserve fédérale américaine.

De ce point de vue, il ne fait pas de doute que la coopération monétaire internationale a été globalement impuissante à dépasser, dans les années 1920 et encore au début des années 1930, les fortes tensions politiques renforcées ou créées par la Grande Guerre et les conditions de la paix. Cette faillite porte très certainement une responsabilité directe dans le déclenchement et la gravité de la crise des années 1930. Il reste, néanmoins, qu'avec la Première Guerre mondiale des pratiques ont été inaugurées, des institutions ont été constituées qui ont contribué à transformer pour le restant du xx^e siècle les relations monétaires internationales et, partant, leur poids historique : la gestion désormais étroitement mêlée des intérêts de la finance privée et des finances publiques à l'occasion des négociations sur les créances

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

internationales de nature politique (plans Dawes de 1924 et Young de 1929) ; l'entrée des banques d'émission, dotées d'une technique qui leur laissait une certaine marge de manœuvre politique, dans la « machine diplomatique » ; l'expérience très nouvelle des organismes monétaires internationaux, comme le Comité financier de la SDN ou la Banque des règlements internationaux finalement établie – trop tard – à la veille de la crise des années 1930. C'est en cela que, nécessité faisant loi, la Grande Guerre fut aussi, d'une certaine manière, créatrice.

L'ENTRÉE DU MONDE DANS L'ÉCONOMIE D'ENDETTEMENT
DU XX^e SIÈCLE

Plus encore peut-être que la hausse des prix ou l'anarchie des changes, c'est le niveau atteint dans tous les pays du monde par l'endettement légué par la période de guerre, endettement tant privé que public, interne qu'externe, qui frappa le plus les opinions et les gouvernements de l'après-guerre. Le financement de la guerre et de l'après-guerre s'est, en effet, constitué pour l'essentiel à *crédit*. La mesure de la croissance de l'endettement privé reste difficile à prendre avec précision à une époque où il n'existe encore aucune centralisation des risques bancaires. Elle est parfaitement avérée néanmoins dans les cas les plus manifestes, comme pour les États-Unis des *Roaring Twenties* ou pour l'Allemagne de Weimar. Le développement de la monnaie de banque, notamment la part croissante des découverts à l'actif des banques, révèle partiellement cette tendance, mais seulement puisque cette évolution a tout autant partie liée au financement, par le biais du crédit bancaire, de la dette publique. L'explosion de la dette des États chez tous les anciens belligérants mais aussi dans les pays restés neutres est, elle, évidente au lendemain immédiat de la guerre, et son augmentation rapide s'est poursuivie dans la plupart des cas au moins jusqu'au milieu des années 1920. Sa croissance s'est accompagnée de sa transformation qualitative caractérisée par la part dès lors majoritaire de la dette flottante et par l'importance nouvelle prise par la dette extérieure, au moins en Europe, passée, de part et d'autre de la guerre, de la position de créditrice nette du reste du monde à celle de principale débitrice. Le poids de la dette de la guerre et de l'après-guerre a sans conteste longtemps pesé très lourd sur les finances publiques de nombreux pays. En Grande-Bretagne, le service de la dette représentait ainsi 24 % des dépenses publiques en 1920, 40 % en 1925. En France, les charges de la dette publique héritée de la guerre et de l'après-guerre, ajoutées aux charges de la dette viagère (les

pensions servies aux victimes de la guerre et à leurs ayants droit), représentaient toujours 52 % du budget de l'État en 1931.

Face aux contraintes nouvelles de la dette ont été partout développées dès la fin de la guerre, au sein des administrations de l'État comme des entreprises privées, des techniques et des pratiques diverses visant à la gestion de la dette (*Debt Management*), c'est-à-dire à son aménagement dans le temps sous le double aspect de son amortissement et de sa consolidation. Les réalités des politiques de la dette ont fait apparaître le caractère cumulatif de l'endettement – et donc son instabilité essentielle –, la dette se nourrissant d'elle-même par un ensemble de mécanismes aboutissant à reporter sans cesse, par une nouvelle *traite sur l'avenir*, son règlement définitif.

De la sorte ont été jetées pour longtemps, dans les pratiques et par-delà même l'omniprésence du discours dominant sur la nécessaire extinction de la dette, les bases d'une économie d'endettement dont l'inflation, en dernière analyse, aura été à la fois la conséquence, mais aussi le moyen, dans la mesure où elle seule, comme on le sait, rend, dans la durée, la dette *soutenable*. La rupture de la Grande Guerre de ce point de vue est incontestable. L'économiste Charles Gide, voix hétérodoxe, l'avait souligné au lendemain immédiat du conflit : « L'inflation, écrivait-il, n'est pas une maladie aussi grave qu'on le dit dans l'enseignement classique : la preuve c'est que beaucoup de pays ont eu cette maladie et l'histoire économique ne nous montre pas qu'aucun en soit mort. » La guerre sans aucun doute a détaché, un temps, les *chaînes d'or* que l'après-guerre n'a jamais pu véritablement refermer. La portée de cette évolution des mentalités monétaires pour tout le xx^e siècle est considérable. Elle fonde largement le processus de modernisation des structures économiques et sociales à l'œuvre à la faveur de la croissance des années 1920. Mais elle sous-tend aussi les expériences des politiques anticrise des années 1930, des traites du travail de l'Allemagne nazie jusqu'au débat sur les « miracles du crédit » nourri par la France du Front populaire. Au-delà, elle rend certainement compte également, des années 1950 aux années 1970, de la croissance économique exceptionnelle des Trente Glorieuses et des mécanismes de financement alors utilisés et qui, en grande partie, peuvent contribuer à l'expliquer. À cette échelle et dans cette perspective monétaire *globale*, les conséquences de la Première Guerre mondiale se sont assurément fait sentir fort avant dans le siècle. Ainsi entendues, elles sont sans conteste largement à l'origine des évolutions des systèmes financiers nationaux et des modalités des relations monétaires internationales jusqu'aux nouvelles ruptures, tout aussi destructrices et fondatrices, des années 1970-1980.

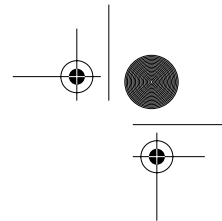


BIBLIOGRAPHIE

- BLANCHETON B., *Le pape et l'empereur, la Banque de France, la direction du Trésor et la politique monétaire de la France (1914-1928)*, Albin Michel, 2001.
- BUSSIÈRE É. et FEIERTAG O. (éd.), *Banques centrales et convergences monétaires en Europe (1920-1971)*, Histoire Économie Société, 18/4, SEDES, 1999.
- CASSEL G., *La monnaie et le change après 1914*, Marcel Giard, 1923.
- EICHENGREEN B., *Golden Fetters, the Gold Standard and the Great Depression, 1919-1939*, Oxford University Press, 1992.
- GIDE C., *Note sur la situation financière et monétaire, rapport n° XIII, conférence financière internationale de Bruxelles*, SDN, Harrison & Sons, [1920].
- KINDLEBERGER, C. P., *Histoire financière de l'Europe occidentale*, Économica, 1986.
- MOURÉ K., *The Gold Standard Illusion, France, The Bank of France, and the International Gold Standard, 1914-1939*, Oxford University Press, 2002.
- NURKSE R., (avec la collaboration de William A. BROWN), *L'expérience monétaire internationale, enseignements de la période d'entre les deux guerres*, Société des Nations, 1944.
- RIST C., *La déflation en pratique (Angleterre, États-Unis, France, Tchécoslovaquie)*, Marcel Giard, 1924.
- SDN, *Mémoire sur les monnaies et les banques centrales, 1913-1925*, 2 vol., 1926.

VOIR AUSSI

- ➔ **L'effort de guerre** (p. 409)
- ➔ **Financer la guerre** (p. 479)
- ➔ **Nourrir les populations** (p. 581)
- ➔ **Les États-Unis d'Amérique face à la guerre en Europe. Août 1914-avril 1917** (p. 877)
- ➔ **Les traités de paix** (p. 1007)
- ➔ **L'application des traités** (p. 1019)
- ➔ **Le bouleversement des sociétés** (p. 1177)



Le bouleversement des sociétés

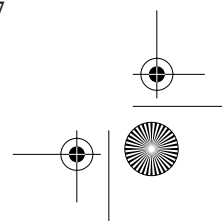
Antoine Prost

Apprécier l'impact de la guerre sur les sociétés belligérantes est un exercice difficile. Le risque est grand, en effet, d'imputer à la guerre tous les changements de l'après-guerre, alors que les sociétés auraient évolué de toute façon, même si la guerre n'avait pas eu lieu. Qu'a-t-elle provoqué ? Qu'a-t-elle accéléré ? Sur quels points, au contraire, son impact est-il négligeable ? Pour clarifier les idées, nous nous efforcerons de distinguer, parmi les conséquences sociales de la guerre, celles qui résultent de la guerre elle-même, celles qui s'expliquent par les décisions prises par les différents États pour la gérer, celles enfin qu'elle a pu encourager ou accélérer, mais qui se seraient produites même si elle n'avait pas eu lieu ou si elle avait été gérée autrement. Trois niveaux en fait étroitement imbriqués et solidaires, même si l'on doit s'efforcer de les discerner.

LA DÉMOGRAPHIE ET LES RAPPORTS HOMMES/FEMMES

Les conséquences les plus directes de la guerre sont démographiques. Elles sont analysées par ailleurs. La guerre a fauché en masse des hommes jeunes, 10,5 % de la population active masculine en France, 15,1 % en Allemagne ; elle a renvoyé des millions d'invalides et laissé des millions de veuves et d'orphelins. Des pertes qui pèsent sur toutes les sociétés occidentales.

Sur les psychologies d'abord. Pas une famille épargnée par le deuil. Des mères qui pleurent leur fils, des femmes leur mari, des enfants leur père. Des blessés que leur blessure ne laisse pas en paix, ou qu'elle empêche de travailler. Des hommes de vingt-cinq ans qui commencent à béquiller pour



L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

toute leur vie... Des souvenirs abominables ou douloureux, que civils ou anciens combattants refoulent par pudeur, mais dont l'ombre portée s'étend sur toute la période : une expérience dramatique et radicalement inédite a eu lieu, et chacun pense que rien ne sera jamais plus comme avant. Le premier bouleversement est sans doute dans ce deuil immense et pudique, cette conscience bouleversante d'un cauchemar qui fut réel et pourrait le redevenir.

Laissons là pourtant cette analyse pour nous attacher à des changements plus évidents. Les uns tiennent à la rupture même constituée par la guerre. Tant qu'elle durait, la vie s'était en partie arrêtée. Ce fut une parenthèse dans la vie des ménages. Certains couples ont éclaté. D'autres ont différé les naissances qu'ils souhaitaient, pour ne pas courir le risque d'ajouter au deuil d'un veuvage trop possible la charge d'un orphelin. Les « promis », les « fiancés » ont souvent remis leur union à des jours plus radieux. Le retour à la paix voit donc, dans tous les pays, une hausse immédiate du nombre des naissances (834 000 en 1920 en France, contre 382 000 en 1916, et 753 000 en 1914), une augmentation du nombre des divorces (34 800 en 1920 contre 16 700 en 1913), mais aussi une vague de mariages (623 000 en 1920 contre 300 000 en 1913). Partout, on tire en quelque sorte un trait sur les années de guerre : les couples qui n'ont pas tenu se séparent, ceux qui attendaient s'unissent, et l'on rattrape le temps perdu.

On ne remplace certes pas les morts, mais l'on s'organise sans eux. Les jeunes femmes en quête d'époux sont beaucoup plus nombreuses que les hommes dans leur groupe d'âge et toutes ne trouvent donc pas un compagnon exactement assorti ; beaucoup se marient à des hommes plus âgés, ou au contraire plus jeunes. Beaucoup aussi restent célibataires et beaucoup de veuves ne refont pas leur vie. Mais, au total, du fait d'un remariage plus fréquent des veufs et des divorcés, de mariages avec des étrangers, du croisement des générations, ces effets restent très limités : 11,2 % de femmes se retrouvent célibataires à 50 ans dans les générations concernées par la guerre, alors qu'une simple extrapolation des taux démographiques du moment en laissait prévoir 16 % et que, sans la guerre, toutes choses égales par ailleurs, elles auraient été un peu moins de 10 %.

Par-delà ces transformations apparentes, la guerre a-t-elle modifié les rapports au sein des couples ? transformé les rôles de genre ? La question est controversée. D'un côté, la longue absence des soldats a laissé vacants de larges espaces sociaux dont les femmes se sont emparées, au moins provisoirement. Elles ont fait marcher la ferme comme la boutique. Partout, en Allemagne comme en France où elles constituent respectivement 34 % et 40 % de la main-d'œuvre ouvrière en 1918 contre 22 % et 32 % en 1913-1914, et même en Grande-Bretagne où les réticences sont plus fortes, elles

ont remplacé les hommes qui n'avaient pas été maintenus au travail pour les besoins de la guerre ; partout on a fait appel à elles pour développer les productions stratégiques. Sans doute l'augmentation de l'emploi féminin dans des branches comme les constructions mécaniques est-elle, pour une part, un simple déplacement de la main-d'œuvre féminine qui diminue dans ses secteurs d'emploi traditionnels, comme le vêtement. Mais la « munitionnette » n'en est pas moins devenue un personnage réel, et dont l'opinion publique connaît l'importance. La lisibilité du travail féminin dans l'espace public se fait évidence. On a vu des mécaniciennes conduire les tramways, des agrégées pénétrer dans les lycées de garçons, des institutrices recrutées au sortir des écoles primaires supérieures tenir des classes de garçons. Aux guichets des postes, dans les bureaux, les femmes sont plus nombreuses. Dans les classes moyennes, les multiples tâches du bénévolat patriotique ont soustrait jeunes filles et jeunes femmes à leurs familles et leur ont fait éprouver, par exemple sous la blouse blanche de l'infirmière, à la fois leur indépendance et leur utilité sociale.

De là à conclure que la guerre a constitué une étape importante dans l'évolution des rôles de genre, il y a un pas qu'on hésite pourtant à franchir. D'un autre côté, en effet, la guerre semble avoir consolidé, voire durci la représentation traditionnelle des rôles masculin et féminin. Les soldats du front éprouvent un immense besoin d'être rassurés sur la permanence des liens familiaux. La guerre renforce l'image virile de l'homme qui risque sa vie au combat, et l'image féminine de celle qui soigne, console et apaise. Les syndicats maintiennent leur adhésion à l'idéal de l'homme dont le travail nourrit la famille, le *male bread-winner*, et ils redoutent que l'emploi des femmes ne tire les salaires vers le bas. De toute façon, la guerre a été partout vécue comme une parenthèse et l'on souhaite qu'une fois la paix revenue, on en revienne en ce domaine comme dans d'autres à l'ordre « normal » des choses. Tout compte fait, la guerre aurait ainsi plutôt bloqué qu'accélééré l'évolution des rapports entre les sexes.

Chacune de ces deux thèses opposées comporte une part de vérité. En France, la préoccupation nataliste, bien antérieure à la guerre, mais renforcée par l'ampleur des pertes, conduit dès 1920 à l'interdiction de la propagande contraceptive. Mais l'opinion est sensible au fait qu'élever des enfants coûte cher, ce qui suscite deux attitudes plus complémentaires que contradictoires. D'un côté, l'on admet que des femmes se trouvent obligées de travailler pour nourrir leurs enfants, ce qui conduit, quand ferment les usines de guerre, à renvoyer d'abord célibataires et femmes sans enfants, quand les Anglais licencient prioritairement les mères de famille. D'un autre côté, il apparaît légitime que la société contribue aux charges que représentent les enfants ;

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

alors que la Grande-Bretagne institue en 1945 seulement des allocations familiales d'ailleurs très faibles, elles apparaissent ici ou là en France pendant la guerre, pour faire face à une hausse des prix qui pénalisait lourdement les familles, mais qu'on pensait provisoire. Elles se développent après la guerre dans les grandes entreprises en attendant la loi de 1932 qui les généralise. Au prix d'une politique de *welfare* originale, la guerre conduit ainsi à renforcer la famille. En revanche, le Sénat persiste à refuser aux femmes le droit de vote alors que la guerre le leur fait accorder sans discrimination en Allemagne, et à partir de trente ans en Grande-Bretagne.

Cependant, l'égalité progresse ; les salaires, qui se sont rapprochés pendant la guerre, s'égalisent dans la fonction publique. Les enseignements secondaires féminin et masculin s'uniformisent ; les femmes envahissent les amphithéâtres : en 1930, elles comptent pour la moitié des étudiants en lettres, un cinquième en sciences et à peine moins en médecine. Une aspiration à plus d'indépendance et d'autonomie se manifeste, en Angleterre avec la *flapper*, adepte des dancings et des jupes courtes. En France, le costume évolue et les jupes raccourcissent tandis que coupes de cheveux et permanentes font du métier de coiffeuse une filière de promotion en pleine croissance. Les mœurs évoluent : 22 % des femmes nées entre 1904 et 1914 ont flirté et 36 % ont eu des relations sexuelles avant mariage, contre 7 % et 19 % dans la génération née avant 1904. *La garçonne*, de Victor Margueritte (1922), par son succès fabuleux – un million d'exemplaires, lus par 12 à 25 % des Français – et par le scandale qu'elle provoque (son auteur est radié de la Légion d'honneur), illustre l'aspiration à des mœurs plus égalitaires en même temps que la force des résistances. Mais, à lui seul, le débat est signe de changements en cours. Sans en être directement responsable, la guerre a sans doute joué ici un rôle d'accélérateur.

LE MONDE DU TRAVAIL

Les morts de la guerre laissent un vide aussi dans le monde du travail : c'étaient des hommes jeunes, en pleine activité. La Grande-Bretagne est peu atteinte, car ses pertes sont moitié moindres que l'Allemagne et la France, et c'était un pays de forte émigration. En Allemagne, une forte natalité compense les pertes. En France, en revanche, un malthusianisme précoce et qui s'aggrave avait fortement réduit la croissance de la population dès avant la guerre ; aussi la disparition de 1,45 million d'hommes jeunes, comme l'incapacité des blessés les plus graves, font cruellement sentir leurs effets. Il n'y a pas de réserve de main-d'œuvre, et l'on manque de bras. D'où deux

traits caractéristiques de l'entre-deux-guerres : la faiblesse du chômage et l'importance de l'immigration. Pour pallier le déficit de main-d'œuvre, une politique active attire en France entre 1921 et 1931 un million d'ouvriers étrangers, polonais notamment, soit l'équivalent des deux tiers des morts de la guerre. Ils sont arrivés par trains entiers pour travailler dans les mines, les usines ou les grandes fermes ; leurs familles les ont rejoints, si bien qu'en 1931 2,7 millions d'étrangers constituent 6,6 % de la population totale.

Dans le monde rural, l'immigration n'est guère une solution : elle fournit en ouvriers agricoles de grandes exploitations du bassin parisien ou de Picardie, mais ces exploitations de type capitaliste sont très minoritaires en France : en 1929, 4 % du total des exploitations de plus de un hectare dépassent les 50 ha. Le problème de la paysannerie est tout autre : c'est la disparition de fils uniques sur lesquels les parents comptaient pour reprendre la ferme, l'incapacité où se trouvent des paysans gravement blessés de continuer à pousser la charrue. Il en résulte une consolidation paradoxale de la démocratie paysanne. La pression sur les terres se relâche ; l'inflation, sur laquelle on reviendra, allège massivement le poids des dettes comme des fermages ; les pensions d'invalides, d'ascendants ou de veuves apportent à ces familles qui vivent presque en autarcie des ressources financières nouvelles. Certains tentent même l'aventure : l'assurance de toucher sa pension, quoi qu'il arrive, permet de courir le risque de passer de la terre, trop fatigante, à la boutique ou à l'atelier.

Dans le monde ouvrier, en revanche, l'immigration constitue un apport capital, particulièrement approprié au paysage industriel que la guerre a remodelé. En France, comme en Allemagne et en Grande-Bretagne, la guerre a constitué une étape décisive d'industrialisation. Pour une population active supérieure de 310 000 personnes en 1929 à ce qu'elle était en 1913, le textile et l'habillement ont perdu 550 000 actifs, la métallurgie a doublé, passant à 230 000 actifs, et les constructions mécaniques ont gagné 530 000 actifs, employant 1 400 000 personnes. Dans la Seine, il y avait en 1914 400 000 actifs dans le textile et 200 000 dans la métallurgie : en 1921, l'équilibre est inversé : 300 000 contre 330 000. C'est le triomphe des métaux.

La guerre a donné au mouvement de taylorisation qui s'amorçait une impulsion décisive dans les usines d'armement. Ce mouvement se poursuit et s'intensifie pendant les décennies suivantes, mais bien des signes montrent que des étapes capitales ont été franchies pendant la guerre. Les premières chaînes de montage apparaissent chez Renault et Citroën. Dans la métallurgie parisienne, dès 1920, les trois quarts des tourneurs et des décolleteurs sont payés aux pièces. Le travail se parcellise ; l'autonomie de

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

l'ouvrier se réduit. Or cette constitution progressive d'une classe d'OS n'est pas compensée par une amélioration sensible du niveau de vie. On a longtemps estimé que la guerre avait été une période de hauts salaires pour les ouvriers. J.-L. Robert a établi, au contraire, que leur pouvoir d'achat s'est dégradé sensiblement, tandis que les conditions de travail devenaient plus dures. Par la suite, la condition ouvrière s'améliorera, mais pour une part en raison du blocage des loyers. Les ouvriers français de l'entre-deux-guerres mangent mieux que ceux d'avant-guerre, mais leur logement se dégrade et il devient de plus en plus difficile d'en trouver.

Les lendemains de l'armistice sont marqués par une crise sociale majeure. Dans tous les pays, la guerre a été supportée avec l'espoir que la paix ouvrirait une ère nouvelle. « Toute l'Europe est dans un état d'esprit révolutionnaire. Les travailleurs sont profondément insatisfaits des conditions de vie telles qu'elles étaient avant-guerre. Ils sont pleins de colère et d'indignation. L'ensemble de l'ordre existant, social, politique et économique, est mis en question par les masses populaires d'une extrémité de l'Europe à l'autre », déclare Lloyd George à la conférence de la paix, le 25 mars 1919. La révolution bolchevique, mal connue alors, fait naître un immense espoir tandis que la reconversion des usines de guerre crée du chômage. Partout, les effectifs syndicaux explosent : 8,3 millions de syndiqués en Grande-Bretagne contre 4,1 avant-guerre ; 7,3 contre 2,6 en Allemagne ; 2,3 contre 0,3 en Italie ; et même 1,6 en France contre 0,4. Partout éclatent d'énormes grèves : en Grande-Bretagne, en Italie où les usines sont occupées, en France en 1919, puis en 1920 avec la grande grève des cheminots. En Allemagne, on est même au bord d'une révolution que les sociaux-démocrates au pouvoir jugulent en s'appuyant sur l'armée ; ils refusent les nationalisations que les travaillistes anglais, comme la CGT française, mettent alors à leur programme, mais ils obtiennent du patronat des concessions majeures, avec la création de conseils d'entreprise paritaires chargés d'appliquer les conventions collectives, d'arbitrer les salaires et de mener la politique sociale. À la différence de la France, où les lois de 1919 instituant les conventions collectives et la journée de 8 heures restent largement lettre morte, ces mesures sont appliquées malgré les réticences du patronat.

Par-delà ces contrecoups immédiats de la guerre, les rapports entre l'État et les syndicats ont été modifiés, notamment en France et en Grande-Bretagne. L'organisation par l'État de l'économie de guerre, son intervention dans la répartition des matières premières, l'affectation de la main-d'œuvre, les salaires, les conditions de travail, le ravitaillement, etc., ont montré aux responsables ouvriers qu'il n'était pas exactement le bras armé du patronat, mais qu'il possédait une initiative propre et pouvait, sous certaines condi-

tions, devenir un partenaire, sinon un allié. Le syndicalisme réformiste de la CGT trouve ici son origine.

La situation des employés est différente, et la guerre ne l'a pas directement modifiée. Le développement du secteur tertiaire et sa féminisation progressive sont des mouvements de longue durée, où la guerre marque à peine une étape. En revanche, les politiques économiques et le contexte éducatif introduisent, entre les divers pays, des différences fortes. Les employés français sont relativement protégés jusqu'à la crise économique. En Allemagne, l'inflation et l'hyperinflation, jointes à l'essor relatif des formations universitaires, créent pour les employés de bureau, dont les salaires ne suivent pas la hausse des prix et dont le prestige décline, une situation grosse de frustrations multiples. Inversement, le malthusianisme éducatif britannique cumule ses effets avec ceux de l'orthodoxie financière et du développement des services pour donner aux cols blancs de ce pays une position relativement favorable qui les soude aux élites dirigeantes. Mais, on le voit, faire de ces évolutions des conséquences de la guerre serait abusif.

LES CLASSES DIRIGEANTES

Il n'en va pas de même pour les classes dirigeantes : elles ont été profondément et durablement affectées par la guerre, mais de façon complexe. Elles ne sont pas seulement bouleversées par les conséquences mécaniques du conflit, et notamment les destructions ; elles supportent en outre les effets des politiques économiques et financières adoptées par les divers gouvernements pour financer et la guerre, et les reconstructions.

Les ruines laissées par la guerre sont évidemment plus lourdes en France où s'étaient déroulés les combats. Terres agricoles labourées de tranchées et criblées d'entonnoirs, parsemées d'obus parfois non éclatés, de débris multiples et de restes humains ; villes et villages bombardés ; routes et voies ferrées dévastées par les obus, ponts détruits, mines noyées, usines rasées : les chantiers de la reconstruction ne manquaient pas. Par eux-mêmes, ils modernisaient la société plus qu'ils ne la bouleversaient. Mais la reconstruction coûtait cher, et ce coût fut aggravé d'un côté par une politique généreuse d'indemnisation des victimes de guerre, de l'autre par la faillite de l'Allemagne sur laquelle on comptait pour payer.

Surtout il convient d'ajouter aux coûts très lourds de la reconstruction ceux de la guerre elle-même. Les choix financiers de 1914 ont ici des conséquences à long terme considérables. Tous les États avaient recouru, pour financer la guerre, à l'impôt, à l'emprunt et à la planche à billets,

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

c'est-à-dire à l'inflation, mais à des degrés divers. Le Royaume-Uni fut le plus rigoureux : il couvrit ses dépenses de guerre à 28 % par l'impôt, quand la France et l'Allemagne n'y recouraient qu'à hauteur de 15 % et 14 %. Différentes pendant la guerre même, ces politiques ont des prolongements très divers après-guerre. Soucieux de rendre à la *City* son rôle mondial, le Royaume-Uni pratique une politique de rigueur qui le conduit à rétablir en 1925 le *gold exchange standard* (étalon de change-or). La France, confiante initialement dans les réparations, s'enfoncé dans une inflation qui culmine avec la crise de 1926 et à laquelle Poincaré met fin en 1928, en dévaluant le franc des quatre cinquièmes de sa valeur d'avant-guerre. Quant à l'Allemagne, les troubles politiques de la jeune république de Weimar et l'occupation de la Ruhr entraînent une hyperinflation qui retire en fait toute valeur au mark d'avant-guerre et oblige à refonder la monnaie.

Ces politiques monétaires différentes entraînent des conséquences sociales inégales, mais décisives. Les classes moyennes sont partout frappées dans leurs placements. En Allemagne, les rentiers assistent à la déroute de leurs revenus, et la classe moyenne des fonctionnaires d'État est durement touchée par la réduction des salaires réels. Les capitaux qui n'ont pas été investis en biens matériels, terres, immeubles, objets d'art, fondent comme neige au soleil, ce qui pousse aux concentrations industrielles, les actions des entreprises pouvant être rachetées à vil prix.

La France et le Royaume-Uni étaient, avant la guerre, les banquiers du monde. Leurs investissements à l'étranger s'élevaient en 1913 à 20 milliards de dollars pour le Royaume-Uni, et à 9 milliards pour la France, contre 5,8 et 3,5 milliards seulement pour l'Allemagne et les États-Unis. Mais les placements britanniques avaient privilégié l'Amérique du Nord et délaissé les pays européens (5,2 % du total) ; ils subsistent donc pour l'essentiel au lendemain de la guerre. Keynes estime la richesse réelle de l'Angleterre en 1919 au moins égale à ce qu'elle était en 1900. Au contraire, les rentiers français avaient investi prioritairement (20 milliards de francs-or, sur un total de 45 placés à l'étranger) en Russie, dans l'Autriche-Hongrie, les Balkans et la Turquie. Avec la révolution soviétique, l'explosion de la double monarchie et de l'Empire ottoman, ces « placements de père de famille » – essentiellement des emprunts d'État – sont bel et bien perdus. La guerre ampute la bourgeoisie française du sixième de son capital mobilier.

Pertes financières inégales, politiques économiques très différentes se combinent pour produire de part et d'autre du *Channel* des effets contrastés. L'orthodoxie britannique pénalise l'industrie à l'exportation et multiplie le chômage, toujours supérieur à 10 % des actifs sauf en 1927, où l'on compte pourtant 1,37 million de chômeurs : un drame pour la classe ouvrière et un

lourd fardeau pour le budget. En revanche, elle atteint son but financier et monétaire : préserver la valeur de la livre. De fait, l'inflation est maîtrisée outre-Manche alors qu'elle sévit en France. En 1918, les deux pays étaient sur une même ligne, avec des prix doublés par rapport à l'avant-guerre : l'indice (base 100 en 1914) est alors à 205 en Grande-Bretagne et 207 en France. Mais en 1928, quand Poincaré stabilise le franc, l'indice s'établit fort logiquement à 547, alors que l'adoption du *gold exchange standard* l'a réduit à 166 en Grande-Bretagne. En 1939, il est respectivement de 713 et de 159 dans les deux pays.

C'était, pour les Français de l'époque, une donnée entièrement nouvelle, à laquelle ils ont eu beaucoup de mal à s'adapter. En effet, leur expérience historique était celle du franc de germinal qui avait traversé tout le XIX^e siècle sans dévaluation. Or voici que la guerre, et plus encore la façon dont elle a été gérée ouvrent un siècle nouveau : celui de l'inflation.

Les conséquences sont évidentes. Les rentiers britanniques conservent leur pouvoir d'achat ; pas leurs homologues français. Les coupons de leurs obligations, ces placements sans risques privilégiés au temps de la stabilité qu'ils se mettent à appeler nostalgiquement la « Belle Époque », ne changent pas de valeur nominale ; comme les prix ont beaucoup augmenté, ils n'assurent plus le même niveau de vie. Avec un capital de 100 000 francs placés à 5 %, un rentier avait avant-guerre des revenus équivalents à deux fois ceux d'un instituteur en fin de carrière. Au milieu des années 1920, c'est trois fois moins : le déclassement est inexorable.

Il est aggravé par la politique adoptée en matière de loyers pendant la guerre. À la différence de l'Angleterre, la France ne payait pas ses soldats. Comment donc allaient subsister les familles dont le gagne-pain était mobilisé ? Dès août 1914, on avait institué pour elles des allocations de 1,05 franc par jour, plus 50 centimes par enfant, allocations relevées en 1917. Mais elles permettaient à peine de survivre, pas de payer les loyers. On décida donc un moratoire des loyers, comme pendant le siège de Paris en 1870 : les soldats payaient l'impôt du sang, les propriétaires pouvaient bien accepter un sacrifice. Quand les poilus revinrent du front, très contestataires et facilement agressifs envers l'arrière, reprendre le paiement des loyers était déjà courageux. Les aligner sur la hausse des prix eût été téméraire. La France s'engagea alors dans une politique de blocage des loyers qui, relevés tardivement et incomplètement, perdent environ la moitié de leur valeur réelle.

Pour les ouvriers, ce blocage des loyers est une bonne affaire : le logement représente en moyenne moins de 10 % des dépenses des familles ouvrières. Pour les propriétaires, c'est une mauvaise affaire. Or les immeubles

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

de rapport constituait l'autre grand placement de la bourgeoisie. Il est lui aussi sinistré. Le bas prix des loyers n'assure plus la rentabilité de l'investissement immobilier, ce qui paralyse la construction de logements neufs. Les propriétaires d'immeubles anciens renoncent à toutes les dépenses d'entretien qui ne sont pas indispensables, ce qui est l'une des origines de la crise du logement, qualitative et quantitative, proprement dramatique que connaîtra la France après la Seconde Guerre mondiale. Mais ces comportements, qui handicapent à long terme l'avenir du logement, ne permettent pas aux propriétaires de préserver leur revenu réel.

Pour les rentiers, qui représentaient avant la guerre la forme accomplie de la bourgeoisie française (560 000 « rentiers » au recensement de 1906), la guerre constitue un sinistre majeur. Privés d'une partie de leurs valeurs mobilières, frappés par l'inflation qui lamine les revenus des valeurs qui leur restent, ils voient en outre fondre le revenu de ces immeubles dits – de façon désormais moins justifiée – « de rapport ». « Vivre de ses rentes » devient un idéal inaccessible.

La bourgeoisie doit donc désormais compter sur ses revenus professionnels pour vivre. C'est la fin des avocats qui ne plaident pas et des médecins qui ne soignent pas, comme des magistrats ou des officiers qui prennent une retraite précoce. Même les patrimoines bien gérés ne suffisent plus à préserver le niveau social. Voici un ingénieur dont on a pu suivre le budget : ses revenus patrimoniaux représentent au début du siècle plus de la moitié de son revenu total ; quinze ans plus tard, alors que son patrimoine, bien géré, a progressé comme l'inflation, ils n'en assurent plus que le dixième. L'inflation met la bourgeoisie au travail.

Et d'abord aux études. Posséder un diplôme semble le meilleur atout pour trouver une bonne situation. Les parents prévoyants n'accordent plus qu'une confiance limitée à la dot pour préserver le niveau social de leurs filles en cas de décès du mari ou de divorce : les études sont un placement plus sûr, en tout cas un complément judicieux. D'où la croissance déjà signalée du nombre des étudiantes. Pour les garçons, l'objectif se transforme : à l'horizon traditionnel des professions libérales s'ajoute désormais celui des emplois de direction, non seulement techniques, mais administratifs et commerciaux. La fin de l'entre-deux-guerres verra apparaître le terme de « cadres » pour désigner ce débouché en plein essor.

Pour conclure, on ne peut éluder une question, formulée dès la fin de la guerre et récemment reprise : ces bouleversements sociaux s'accompagnent-ils d'un ébranlement moral ? C'est tout le problème, posé par G. L. Mosse, de la « brutalisation » des sociétés occidentales. L'accoutumance à la violence a-t-elle modifié durablement les comportements civils ? On peut l'argu-

menter pour l'Allemagne, en montrant la continuité, pour les corps francs ou les nazis, du combat prescrit pendant la guerre contre l'ennemi extérieur au combat poursuivi ensuite contre les ennemis de l'intérieur. Il me paraît difficile d'étendre cette conclusion à la France et à la Grande-Bretagne même si l'on peut voir dans les grandes grèves de 1919-1920 et dans les mutineries de soldats de retour en Grande-Bretagne, l'écho des violences du front.

Ces débordements sont pourtant très limités et ils restent sans suites. C'est, pour l'essentiel, que l'expérience de la violence de guerre est intégrée à des cultures politiques très différentes dans les trois pays. En Allemagne, le vieux principe bismarkien : « la force prime le droit », conserve sa valeur. En Angleterre, le respect de l'*habeas corpus* et la culture de déférence se combinent pour préserver les règles du jeu politique. En France, les soldats n'avaient jamais oublié qu'ils étaient des citoyens, comme L. Smith l'a montré dans son étude des mutineries, et la légitimité de la République sort plus renforcée qu'affaiblie d'avoir franchi victorieusement l'épreuve de la guerre. Dans ces deux pays, la violence de guerre a d'autant moins justifié les violences civiles qu'elle a subi elle-même une profonde remise en question : de tous les héritages laissés par cinquante-deux mois de combat, le pacifisme est sans doute celui qui pèse le plus lourd sur les sociétés sorties victorieuses de la guerre.

BIBLIOGRAPHIE

- BAIROCH P., *Histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle à nos jours. Victoires et déboires III*, Folio histoire, 1997.
- BOLTANSKI L., *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Éd. de Minuit, 1982.
- CHARLE C., *La crise des sociétés impériales. Allemagne, France, Grande-Bretagne 1900-1940. Essai d'histoire sociale comparée*, Le Seuil, 2001.
- HENRY L., « Perturbations de la nuptialité résultant de la guerre 1914-1918 », in *Population*, XXI-2, avril-juin 1966.
- HORNE J., *Labour at War : France and Britain 1914-1918*, Clarendon Press, 1991.
- MOSSE G. L., *Fallen Soldiers : Reshaping the Memory of the World Wars*, Oxford University Press, 1990, [trad. fr., *De la Grande Guerre au totalitarisme. La brutalisation des sociétés européennes*, Hachette, 1999, préface de Stéphane Audoin-Rouzeau].
- PEDERSEN S., *Family, Dependence, and the Origins of the Welfare State. Britain and France 1914-1945*, Cambridge University Press, 1993.

L'EMPREINTE DE LA GRANDE GUERRE

ROBERT J.-L., *Les ouvriers, la patrie et la Révolution. Paris 1914-1919*,
Annales littéraires de l'université de Besançon, 1995.

THÉBAUD F. (dir.), *Histoire des femmes en Occident*, tome 5 : *Le xx^e siècle*,
Plon, 1992.

WINTER J. et Robert J.-L. (eds.), *Capital Cities at War, London, Paris, Berlin 1914-1919*, Cambridge University Press, 1997.

VOIR AUSSI

- ➔ **L'effort de guerre** (p. 409)
- ➔ **Financer la guerre** (p. 479)
- ➔ **Cohésion, remous et désintégration des communautés nationales**
(p. 535)
- ➔ **Ouvriers, mouvements ouvriers et mobilisations industrielles** (p. 601)
- ➔ **Femmes et genre pendant la guerre** (p. 613)
- ➔ **Les villes** (p. 641)
- ➔ **Les campagnes** (p. 651)
- ➔ **Démobilisations et retour des hommes** (p. 1047)
- ➔ **Victimes de la guerre : morts, blessés et invalides** (p. 1075)
- ➔ **Les anciens combattants** (p. 1087)
- ➔ **Des destructions aux reconstructions** (p. 1125)
- ➔ **Messianismes, héritage de la violence, totalitarisme** (p. 1151)
- ➔ **La déroute des monnaies** (p. 1163)